



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



RAPPORT DE MONITORING

PROPOS ILLEGITIMES, STEREOTYPES SEXISTES ET COUVERTURE DES FOYERS DE TENSION

Période d'analyse : 10 au 30 juillet 2015

ICSP/2015/356-247

Leader du Consortium

Membres du Consortium



Ce projet est financé par l'Union européenne

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
I. PROPOS ILLEGITIMES ET STEREOTYPES SEXISTES.....	5
<i>I.1. La nature des propos illégitimes constatés</i>	5
<i>I.2. Les propos illégitimes dans les différents médias</i>	8
<i>I.3. Les propos illégitimes dans les différents types d'émissions et d'articles</i>	10
<i>I.4. Les sources des propos illégitimes</i>	11
<i>I.5. Les cibles des propos illégitimes</i>	13
<i>I.6. La responsabilité des médias pour les propos illégitimes</i>	19
II. COUVERTURE DES FOYERS DE TENSION.....	21
<i>II.1. La couverture quantitative des foyers de tension</i>	21
<i>II.2. La nature des foyers de tension médiatisés</i>	22
<i>II.3. La localisation des foyers de tension</i>	24
<i>II.4. L'image du gouvernement local et national</i>	26
<i>II.5. La couverture qualitative des foyers de tension</i>	28

INTRODUCTION

Nous tenons à rappeler que l'Unité de Monitoring des Médias (UMM) intervient dans le cadre du projet « **Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité** » ou **INCIPALS** (www.incipals.eu), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par un consortium d'organisations composé de : *Centre Européen d'Appui aux Processus Electoraux (ECES)*, spécialisé dans le domaine du renforcement de capacités de tous les acteurs œuvrant dans le processus de démocratisation ; *Osservatorio di Pavia (OdP)* qui est un Institut de recherche spécialisé dans l'analyse des médias ; *Search for Common Ground (SF CG)* qui œuvre pour la construction de la paix et possède une solide expérience dans la production de programmes médias mais également dans la création d'espaces de dialogue inclusif et constructif, et *Center for Creative Leadership (CCL)* qui promeut la compréhension, la pratique et le développement du leadership pour le bénéfice de la société dans sa globalité.

Le projet INCIPALS veut **contribuer à la création d'un climat apaisé et à la consolidation du processus de démocratisation**. Il vise les objectifs suivants: (1) consolider l'expertise technique de la société civile dans le suivi du cycle électoral mais également des actions des institutions élues et renforcer leurs capacités dans la prévention de conflits et la construction de la paix; (2) consolider les initiatives d'éducation civique/électorale et promotion des espaces de dialogues/débats entre les différentes composantes de la société ; (3) renforcement des capacités de leadership des femmes pour une plus grande participation politique ; (4) améliorer la compréhension des perceptions populaires et citoyennes au sein de différents groupes cibles.

En se basant sur les expériences et l'expertise développées à travers le Projet d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections (PACTE), l'UMM entreprendra des analyses de contenu de la couverture médiatique afin de fournir aux professionnels de l'information des outils destinés à la promotion de l'autorégulation et à la professionnalisation des médias et aux organisations de la société civile, des instruments de soutien aux activités de plaidoyer et de sensibilisation. L'UMM publiera des rapports qualitatifs et quantitatifs hebdomadaires et périodiques focalisés sur différents volets d'analyse.

Ce rapport se propose de fournir un aperçu général des propos illégitimes proférés dans les médias ainsi que de la couverture des foyers de tension, au cours de la période 10-30 juillet 2015, qui inclut toute la campagne électorale des élections communales. Il se base, à cette fin, sur les données quantitatives collectées par l'UMM et se sert également des remarques qualitatives diffusées dans les rapports quotidiens et hebdomadaires (*Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle ; Focus presse sur le processus électoral*) afin de contextualiser les résultats.

L'échantillon analysé est défini comme suit :

Période d'analyse : 10 au 30 Juillet 2015.

Audiovisuel	
-------------	--

5 chaînes TV : TVM, Viva TV, TV Plus, Ma TV, Kolo TV	Plage horaire : 16h00 / 24h00
4 stations radio : RNM, Radio Plus, Free FM, Antsiva	Plage horaire : 7h00 / 16h00

Emissions analysées :

- Programme d'information (journal parlé et télévisé)
- Emission interactive
- Emission d'analyse/Chronique politique
- Magazine
- Débat politique / Social
- Communication institutionnelle
- Spot de propagande politique

Presse

8 quotidiens ont été également soumis à une observation systématique : il s'agit de L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Matin, La Vérité, La Gazette de la Grande île, Tia Tanindrazana, Ma-Laza, Takoritsika.

I. PROPOS ILLEGITIMES ET STEREOTYPES SEXISTES

La première partie du rapport se concentre sur les propos illégitimes et les stéréotypes sexistes, et met en lumière les éléments suivants :

- La présence et la récurrence de discours de haine - incitations à la violence, propos discriminatoires, incitation à l'intolérance religieuse, diffamation -, de propos belliqueux et offensants et de stéréotypes sexistes sur les différents médias et dans les différents types d'émission ;
- Les auteurs et les cibles de ces propos ;
- L'attitude des journalistes/animateurs à l'égard de ces propos.

Ce type d'analyse permet d'évaluer les médias sur le plan de la déontologie et de leur apport spécifique au climat d'opinion qui entoure le processus électoral.

1.1. LA NATURE DES PROPOS ILLEGITIMES CONSTATES

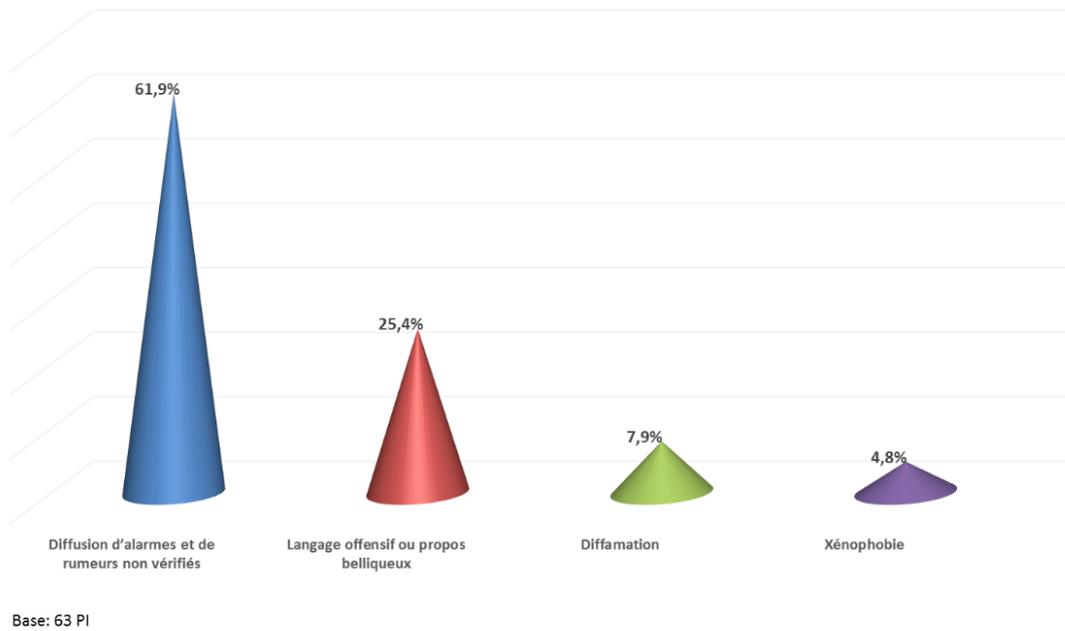
Le classement de chaque propos dans une catégorie spécifique, bien que parfois difficile car le même discours peut contenir de multiples irrégularités, est indispensable pour satisfaire les exigences analytiques, et permet de distinguer entre divers niveaux de *gravité*. Bien que tous ces propos aient été qualifiés « illégitimes », tous ne constituent pas des infractions aux lois, au sens propre du terme. Si les discours de haine - appels à la violence et à l'intolérance religieuse, xénophobie, diffamation et propos racistes et discriminatoires - sont des propos généralement interdits et sanctionnés par les normes juridiques régulant les médias, d'autres types de discours comme les propos belliqueux ne présentent certainement pas la même gravité. Sauf dans les cas extrêmes glissant dans l'injure, ils sont généralement admis au nom de la liberté d'expression – qui est l'un des piliers d'une société démocratique - et parfois considérés comme des éléments de folklore du discours politique. Toutefois, ils sont découragés par les codes de déontologie journalistique et par les codes de bonne conduite des partis politiques, notamment en période électorale, car ils contribuent à faire du discours public un espace d'agressivité, voire de règlement de comptes, et ne jouent pas en faveur d'un climat apaisé et d'un débat tolérant et ouvert.

La diffusion d'alarmes et de rumeurs non vérifiées représente, elle aussi, une violation de la déontologie journalistique, qui impose le recoupement des sources et la vérification des informations avant la diffusion, surtout dans les cas où ces rumeurs et alarmes pourraient engendrer des troubles.

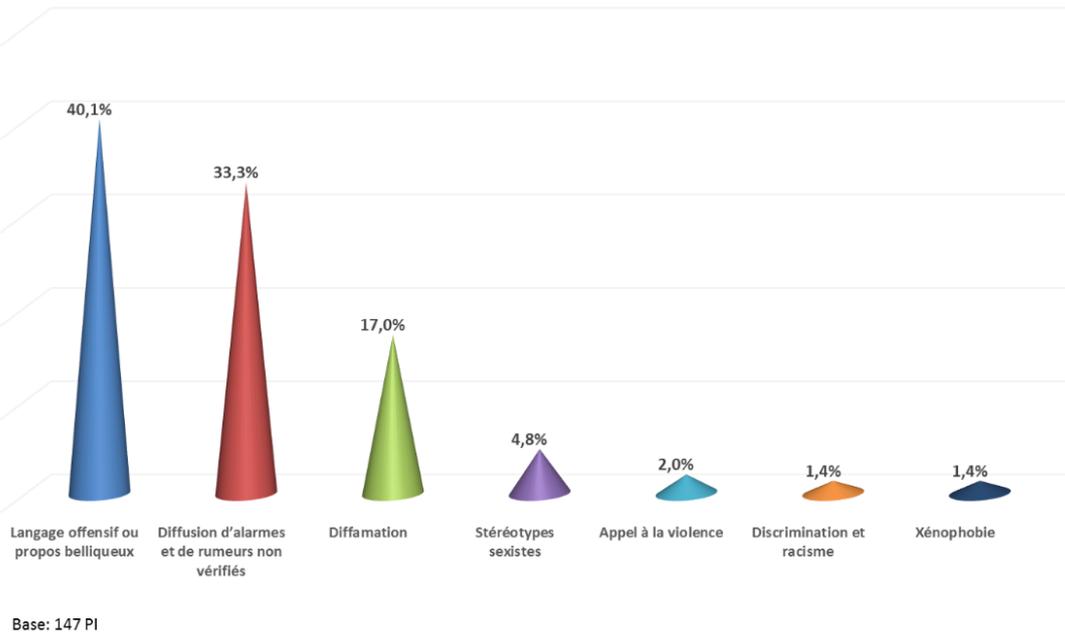
Enfin, les stéréotypes sexistes représentent une très mauvaise pratique - qui ternit l'image de la femme et renforce son exclusion de l'espace public -, sur laquelle les communicateurs sont actuellement davantage sensibilisés.

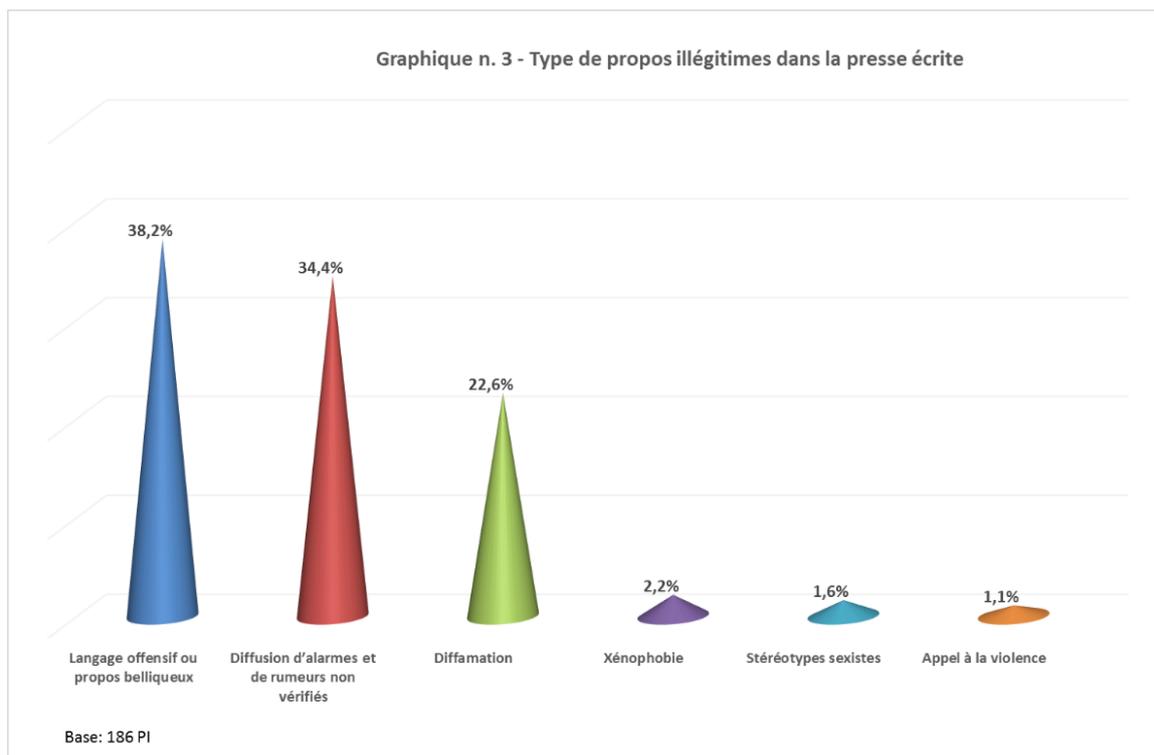
Les graphiques suivants présentent, pour les trois catégories de médias (TV, Radio, Presse écrite), la récurrence des différents types de propos illégitimes (dorénavant PI).

Graphique n. 1 - Type de propos illégitimes dans les chaînes TV



Graphique n. 2 - Type de propos illégitimes dans les radios





Comme il est évident dans les graphiques qui précèdent, les discours de haine, c'est-à-dire les infractions les plus graves, sont plutôt marginales, exclusion faite pour la diffamation.

Deux **appels à la violence** ont été constatés dans la presse écrite, prononcés par des politiciens à l'encontre de la famille Ravalomanana (« *Ravalomanana, sa famille ainsi que toute sa descendance doivent être décimés* » ; « *La famille Ravalomanana toute entière mérite d'être exterminée* ») mais avec une nette prise de distance de la part des journalistes qui les ont rapportés (Takoritsika et Tia Tanindrazana). Trois autres propos de ce type ont été relevés à la radio, proférés par des auditeurs au cours d'émissions interactives sur Radio Antsiva et Radio Plus. Ils n'ont pas de référence à la politique mais s'adressent aux responsables d'actes criminels, en justifiant la vindicte populaire :

« Cet homme mérite que les maux qu'il a infligés lui soient rendus 1000 fois (...) Cet individu devrait subir la torture. Arrachez lui les talons, la peau des genoux, scalpez le afin qu'il sente la souffrance dont il a été l'auteur » ; « Nous ne pouvons plus compter sur les forces de l'ordre, aussi ne donnez pas tort au peuple s'il se fait lui-même justice » ; « Pourquoi ne pas les soumettre à la vindicte populaire ? »

Les **propos discriminatoires**, relevés seulement à la radio (Radio Plus et Radio Antsiva) au cours d'émissions interactives, sont de nature homophobe dans le cas d'un auditeur et, dans l'autre, ils visent les gens issues des périphéries de Tanà qui sont accusés par un journaliste d'être « *des voleurs, des sadiques* ».

La **xénophobie** (4 cas relevés dans la presse écrite, 3 à la télévision et 2 à la radio) mérite un discours à part : les attaques contre les étrangers sont fréquentes mais, dans la plupart des cas, elles n'atteignent pas un niveau de gravité permettant de les classer comme xénophobie. Dans ces cas, soit elles ont été écartées de l'analyse, car jugées comme l'expression légitime d'une critique politique contre des gouvernements et des Etats étrangers ; soit elles ont été classées comme propos belliqueux ou comme diffusion de rumeurs non vérifiées, là où la communauté internationale est accusée de fautes graves ou d'actes illicites sans apporter aucun élément de preuve ou résultat d'enquête. Toutefois, il faut remarquer que cette récurrence de critiques virulentes, d'accusations, de suspicions, de propos offensants se prête bien à alimenter, dans son ensemble, un climat de xénophobie.

Les **propos diffamatoires** sont bien plus fréquents, surtout dans la presse (42 cas) et à la radio (25 cas). Ils ciblent dans la plupart des cas les politiciens, accusés d'innombrables actes illicites : utilisation de biens publics à des fins personnelles, organisation de troubles en vue de coups d'Etat, corruption, vente de biens domaniaux aux sociétés étrangères, exportation clandestine de bois de rose, fraudes et achat de voix dans le cadre des élections communales, dérives mafieuses et actes frauduleux de toute sorte.

Mais les dérapages les plus fréquents – dans la presse comme dans l'audiovisuel - concernent l'utilisation d'un **langage offensif et de propos belliqueux**, ainsi que la **diffusion de rumeurs et d'alarmes** sans qu'ils soient soumis à une vérification adéquate. C'est donc sur le plan du contrôle du langage d'un côté, et du contrôle des informations diffusées de l'autre, que ces médias devraient être interpellés et encouragés à de meilleures pratiques.

Les **stéréotypes sexistes** ne sont pas très nombreux et ont été relevés à la radio (5 cas sur Free FM, 1 cas sur RNM et 1 sur Radio Plus) et dans la presse écrite (3 cas sur Takoritsika). Ils proviennent des journalistes et visent surtout Lalao Ravalomanana qui est représentée comme une marionnette docile entre les mains de son mari (« *Tout le monde sait que Lalao est la marionnette de son époux. Il lui dit à gauche et elle obéit* » ; « *La femme de Ravalomanana est une femme objet. Il la traite comme si elle était une chose en lui disant quoi faire ! Et elle aussi, son épouse, accepte d'être son pantin* » ; « *Lalao Ravalomanana ne connaît rien de la gestion d'une commune. Elle ne mise que sur la compétence de son époux* »), mais aussi Voahangy Rajaonarimampianina qui, tout au contraire, est représentée comme une femme manipulatrice, la vraie responsable des fautes de son mari (« *Toutes les mauvaises décisions prises par le Président sont dues à l'influence qu'a sa femme sur lui. La haine éprouvée par la première dame à l'égard de ceux de la transition l'a poussé à détourner Hery R. de sa famille politique. Elle est source de la crise qui ruine le pays* »). Dans un autre cas, c'est une auditrice qui intervient aux micros pour dire, avec le soutien du journaliste : « *Félicitations aux candidates femmes à la Mairie, surtout celles qui ont reçu la bénédiction de leur époux ; parce que l'homme reste à la tête de la femme selon les Ecritures Saintes. Mais où est passé l'époux de certaines candidates ? On aimerait bien les connaître. Décédés ou bien périmés ? Ou bien qu'elles n'en ont pas et sont jalouses car elles n'ont pas de mari pour s'occuper d'elles ?* »

Au niveau de la presse écrite, en plus de l'utilisation d'images qui véhiculent une idée de la femme comme objet sexuel, il a été signalé un discours prononcé par un journaliste qui considère comme un « *combat de poules* » une confrontation entre candidates, en affirmant par ailleurs que ce sont les hommes politiques importants qui tirent les ficelles dans cette confrontation.

1.2. LES PROPOS ILLEGITIMES DANS LES DIFFERENTS MEDIAS

Les résultats précédents, présentés séparément par type de média, permettent de mettre en évidence les spécificités de chacun, en premier lieu une présence assez limitée de propos illégitimes à la télévision, par rapport à la presse et à la radio. L'UMM a en effet constaté :

- 1) **63 PI sur les cinq chaînes télévisées observées.** Comme il est évident dans le tableau suivant, les PI ne sont pas répartis de manière équilibrée sur les différentes chaînes : ce sont KOLO TV et VIVA TV qui ont présenté le plus d'irrégularités.

Tableau n. 1 – PI dans les différentes chaînes télévisées

Chaîne TV	N.	%
KOLO TV	27	42,9%
VIVA TV	24	38,1%
TV-Plus	6	9,5%
TVM	3	4,8%
Ma-TV	3	4,8%
Total	63	100,0%

- 2) **147 PI sur les quatre radios observées.** Même dans ce cas, le volume de PI relevés diffère d'une station à l'autre. Si la Radio Nationale se montre scrupuleuse, FREE FM laisse filtrer de nombreux PI, de même pour la Radio Antsiva.

Tableau n. 2 – PI dans les différentes stations radio

Radio	N.	%
FREE FM	71	48,3%
ANTSIVA	51	34,7%
RADIO PLUS	24	16,3%
RNM	1	0,7%
Total	147	100,0%

- 3) **Les huit quotidiens analysés présentent également une large présence de PI (186 cas relevés)** se concentrant notamment sur La Gazette de la Grande Île et, dans une certaine mesure, sur deux autres titres : Madagascar Matin et La Vérité. Sur l'Express de Madagascar et Ma-Laza, les PI sont sporadiques. Tia Tanindrazana et Takoritsika se situent à un niveau intermédiaire. Dans un cas – Midi Madagasikara – aucune irrégularité n'a été constatée.

Tableau n. 3 – PI dans les différents quotidiens

Quotidien	N.	%
La Gazette de la Grande île	71	37,7%
Madagascar Matin	34	19,0%
La Vérité	33	17,5%
Tia Tanindrazana	19	9,7%
Takoritsika	16	8,6%
L'Express de Madagascar	9	5,1%
Ma-Laza	4	2,4%
Total	186	100,0%

I.3. LES PROPOS ILLEGITIMES DANS LES DIFFERENTS TYPES D'EMISSIONS ET D'ARTICLES

Quels sont les contextes médiatiques accueillant en majorité les PI ? Même sous cet aspect on remarque des spécificités.

A la télévision, les journaux télévisés constituent le type d'émission le plus perméable aux PI, surtout – comme on le verra – à travers les discours des acteurs politiques interpellés. Le point faible des radios, au contraire, réside principalement dans les émissions interactives, où les auditeurs intervenant en direct – mais aussi les journalistes – se livrent souvent à des discours offensants. Dans les journaux, les espaces les plus « contaminés » par le PI sont, comme il fallait s'attendre, les articles d'opinion et les éditoriaux, mais aussi les reportages/approfondissements et les comptes rendus.

Tableau n. 4 – PI dans les différents types d'émission (TV)

Type d'émission	N.	%
Journal télévisé	57	90,5%
Débat politique / Social	4	6,3%
Communication institutionnelle	1	1,6%
Emission interactive	1	1,6%
Total	63	100,0%

Tableau n. 5 – PI dans les différents types d'émission (radio)

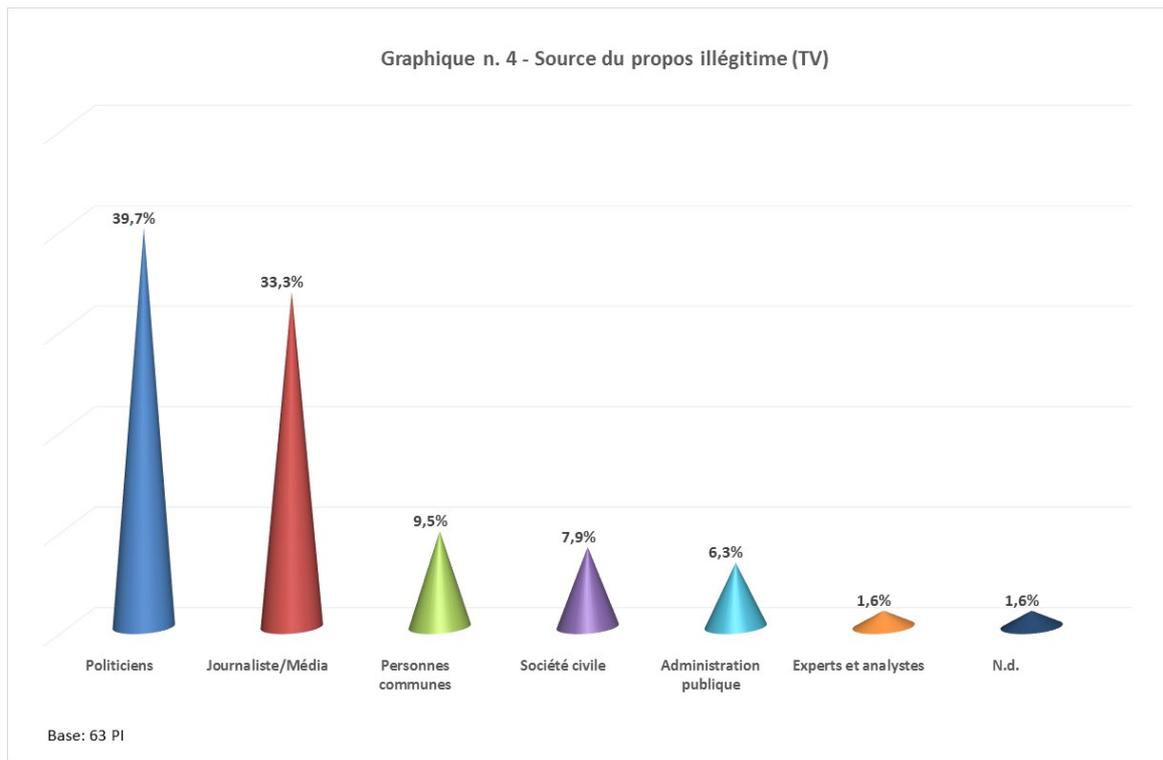
Type d'émission	N.	%
Emission interactive	98	66,7%
Emission d'analyse/Chronique politique	25	17,0%
Journal parlé	24	16,3%
Total	147	100,0%

Tableau n. 6 – PI dans les différents types d'article

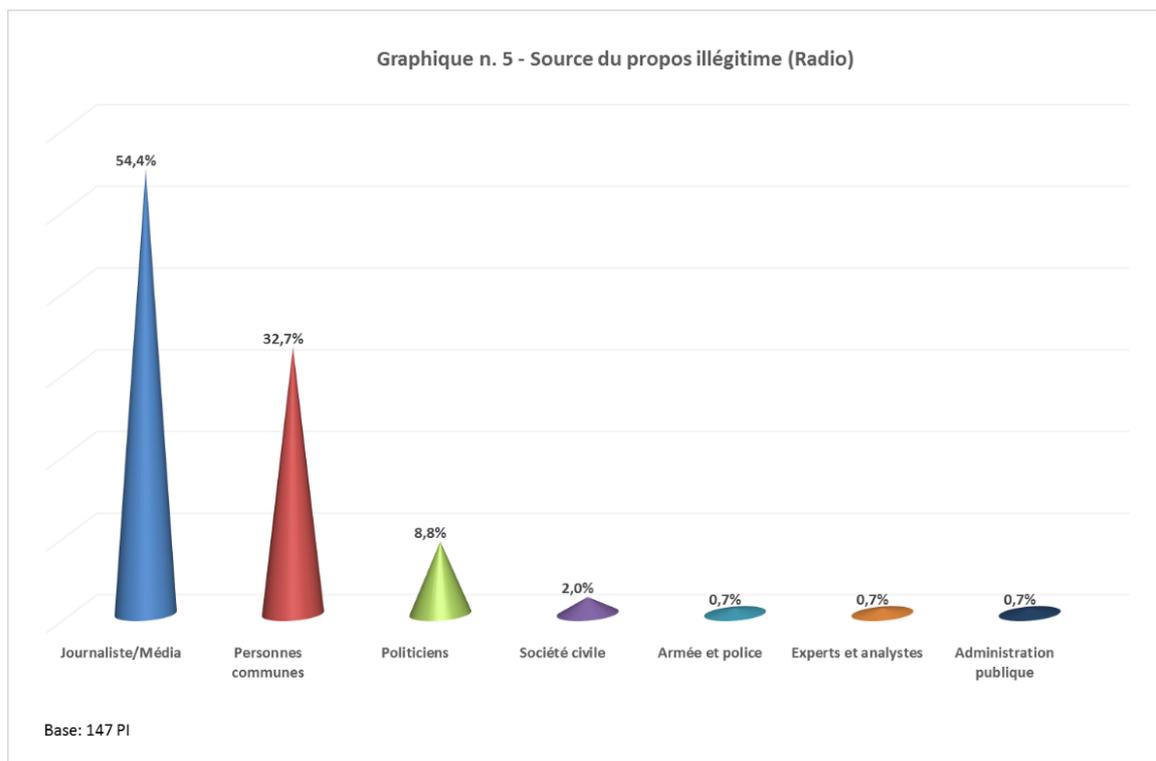
Type d'article	N.	%
Commentaire/Opinion	85	45,7%
Approfondissement/ Reportage/Enquête	28	15,1%
Éditorial	28	15,1%
Compte rendu	27	14,5%
Caricature	6	3,2%
Brève/ Synthèse	4	2,2%
Interview	3	1,6%
Billet/Communiqué/Dépêche	2	1,1%
Photo	2	1,1%
Autres	1	0,5%
Total	186	100,0%

I.4. LES SOURCES DES PROPOS ILLEGITIMES

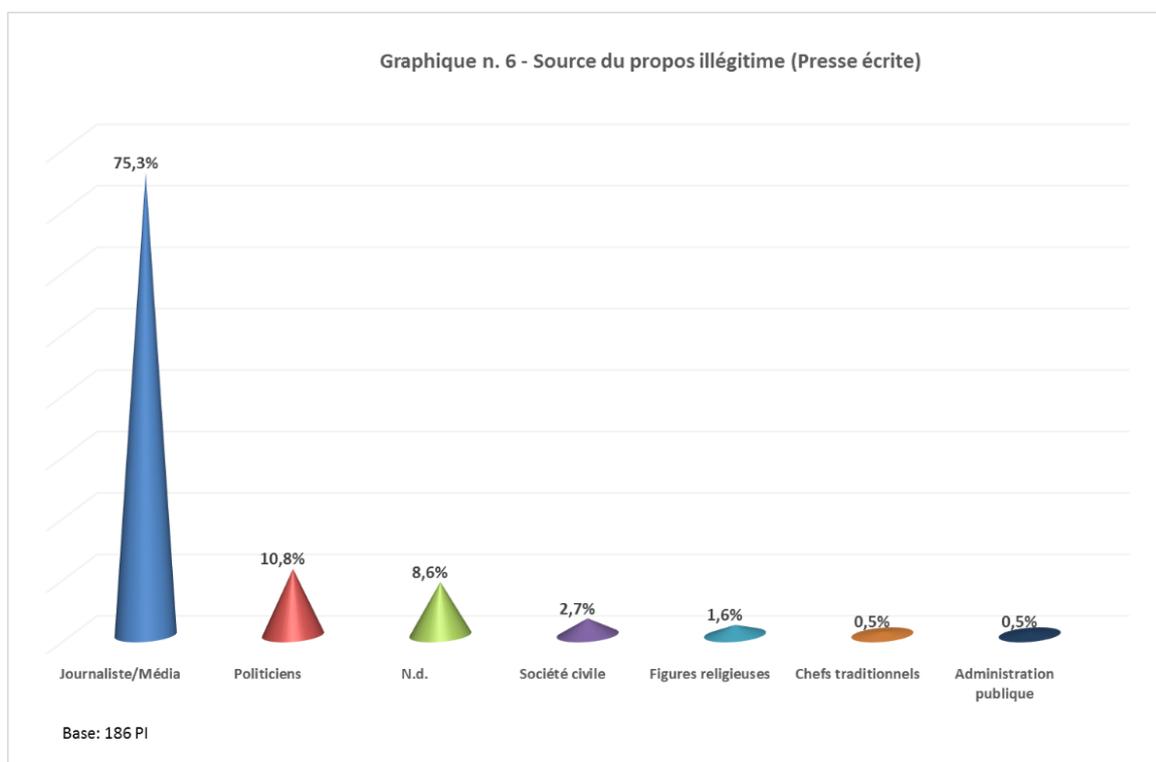
Une différence intéressante se dessine entre les trois types de médias, quant aux sources des PI. Dans les émissions télévisées, ce sont surtout les politiciens et les journalistes qui ont exprimé des propos incendiaires et, en mesure nettement inférieure, les citoyens interviewés ainsi que les membres des OSC et de l'administration publique (graphique n. 4). Ces résultats, croisés avec les précédents, suggèrent que les journaux télévisés sont utilisés par certains politiciens agressifs comme des tribunes pour lancer des attaques contre leurs adversaires, et souvent avec la complicité des journalistes.



A la radio (graphique n. 5), deux catégories de sources dominant en termes de PI : les journalistes/animateurs et les auditeurs (ces derniers représentent la presque totalité de la catégorie « Personnes communes »). Cette donnée est flagrante, et permet de situer clairement le problème de la communication radiophonique : sur certaines stations, l'on observe une alliance discutable entre un journalisme souvent orienté et peu sensibilisé aux devoirs déontologiques et un public indiscipliné et parfois agressif.



Dans la presse (graphique n. 6), ce sont les journalistes qui sont majoritairement la source des discours incendiaires et des propos agressifs, suivis à distance par les politiciens. La catégorie N.d. (non déterminé) a également une certaine importance dans la diffusion de PI, ce qui représente une donnée intéressante : il s'agit dans la plupart des cas de sources anonymes, d'interlocuteurs non précisés, dont les déclarations parfois diffamatoires ou véhiculant des alarmes et des rumeurs sont évoquées dans les articles.



Ces résultats dénotent dans l'ensemble :

- un débat politique belliqueux
- des défaillances évidentes dans le respect des règles du *fair play* politique
- un journalisme orienté et souvent agressif
- une mauvaise discipline dans la gestion des interventions des auditeurs.

I.5. LES CIBLES DES PROPOS ILLEGITIMES

Après avoir présenté les sources responsables de la diffusion de PI, il est intéressant d'en analyser les cibles. Le classement des plus « honnis » inclut dans les toutes premières positions les politiciens, l'administration publique, l'administration électorale (CENI-T) et la communauté internationale.

Tableau n. 7 – Cibles des PI dans les chaînes télévisées

Cible du propos	N.	%
Politiciens	24	38,1%
Administration publique	14	22,2%
Communauté internationale	8	12,7%
N.d.	8	12,7%
Administration électorale	3	4,8%
Société civile	2	3,2%
Personnes communes	2	3,2%
Autres	2	3,2%
Total	63	100,0%

Tableau n. 8 – Cibles des PI dans les stations radio

Cible du propos	N.	%
Politiciens	61	41,5%
Administration publique	28	19,0%
Administration électorale	18	12,2%
Personnes communes	12	8,2%
Communauté internationale	8	5,4%
Armée et police	5	3,4%
Minorités	4	2,7%
N.d.	4	2,7%
Femmes	2	1,4%
Société civile	2	1,4%
Journaliste/Média	1	0,7%
Pouvoir judiciaire	1	0,7%
Autres	1	0,7%
Total	147	100,0%

Tableau n. 9 – Cibles des PI dans la presse écrite

Cible du propos	N.	%
Politiciens	121	65,1%
Administration publique	23	12,4%
Administration électorale	13	7,0%
Communauté internationale	8	4,3%
Autres	5	2,7%
N.d.	5	2,7%
Armée et police	4	2,2%
Personnes communes	2	1,1%
Femmes	2	1,1%
Minorités	2	1,1%
Société civile	1	0,5%
Total	186	100,0%

Les **politiciens**, donc, sont très exposés, soumis en même temps aux attaques des journalistes, du public et de leurs confrères. Tantôt ils font l'objet de tons belliqueux et de propos injurieux, tantôt ils subissent de véritables accusations diffamatoires. Ce qui témoigne de leur mauvaise réputation auprès de l'opinion publique, et du faible capital de confiance dont ils bénéficient. Si on ajoute que **l'Administration publique** est également visée, on peut affirmer qu'un sentiment répandu de mépris vis-à-vis de la classe politique et de la classe dirigeante publique en général se dégage de ces résultats.

Les politiciens les plus visés appartiennent aux partis politiques HVM et TIM.

Tableau n. 10 - Extrait de propos ciblant les politiciens et l'Administration publique

Média	Emission/Article	Source	Propos
KOLO TV	JT	Citoyen	<i>La PDS de la commune urbaine de Toliara s'est vue obligée par les hauts responsables de l'Etat à sortir 600 millions d'ariary des caisses de la circonscription pour la création de bornes fontaines. Ces infrastructures seront investies dans le cadre de la période de campagne et présentées comme étant gages de l'investissement du parti dans le redressement du niveau de vie de la population.</i>
KOLO TV	JT	Société civile	<i>Des maires dont celui d'Ankazobe ont commis des atrocités (habibiana) et des abus en octroyant 3.000 Ha de terrain à un seul individu</i>
KOLO TV	JT	Politicien	<i>Je le dis ouvertement, le Préfet d'Itasy a encore déféqué sur la table lundi dernier (Lazaiko eto tsy ankihambahamba izany, nangery an-kalamanjana ambony latabatra indray ny préfet an'Itasy)</i>
KOLO TV	JT	Journaliste/Média	<i>Le parti HVM invite des électeurs à mettre dans l'urne des bulletins uniques pré-cochés et remettre le vrai bulletin au responsable du parti. Ils toucheront ensuite entre 10 000 et 30 000 ariary</i>
KOLO TV	JT	Politicien	<i>Le parti HVM se prépare à falsifier les listes électorales et a déjà préparé des procès-verbaux préalablement remplis</i>
VIVA TV	JT	Politicien	<i>Les chefs fokontany qui ont transporté les cartes électorales clandestinement travaillent à la solde du HVM</i>
VIVA TV	JT	Journaliste/Média	<i>A Imanja on oblige les fonctionnaires, notamment les maîtres, enseignants et les personnels de la santé à faire des campagnes pour les candidats du parti au pouvoir</i>
ANTSIVA	JP	Politicien	<i>Le HVM, outre les activités de pré-campagne, récolterait les Cartes nationales d'identité ainsi que les cartes d'électeurs des citoyens de leur circonscription électorale en vue de voler des voix</i>
ANTSIVA	Chronique politique	Journaliste/Média	<i>Quels que soient les mensonges et bourdes de Marc Ravalomanana, ses partisans le soutiennent. Ils ignorent ses ruses et ses duperies</i>
ANTSIVA	Emission interactive	Auditeur	<i>Les membres du parti TIM sont des criminels</i>
ANTSIVA	JP	Journaliste/Média	<i>Ils (fokontany) obligent les citoyens à voter pour un parti populaire sinon ils ne délivrent pas leurs papiers administratifs</i>
ANTSIVA	Chronique politique	Journaliste/Média	<i>Le ministre Ulrich Andriatiana donne des pots-de-vin aux présidents des coopératives de transport et ils décident ensuite de se taire</i>
FREE FM	Emission interactive	Journaliste/Média	<i>Le député Jaovato ne cesse de se remplir les poches et de jeter l'argent par la fenêtre en le partageant aux autres politiciens. Cet argent vient du trafic illicite de bois de rose</i>
FREE FM	Emission interactive	Journaliste/Média	<i>Ceux qui vendent nos ressources naturelles méritent la mort</i>
FREE FM	Emission interactive	Politicien	<i>Un groupe d'individus sera payé puis ramené dans les différentes circonscriptions électorales pour voter pour les candidats du HVM</i>
FREE FM	Emission interactive	Journaliste/Média	<i>Si cette dame venait à être élue elle ne se gênera pas pour se servir encore dans les caisses de l'Etat</i>
FREE FM	Emission interactive	Journaliste/Média	<i>Le délégué au Maire du 1er arrondissement a donné l'ordre au Chef Fokotany d'Andohatapenaka de délivrer des certificats de résidence aux noms de 12 personnes ne résidant pas dans la circonscription</i>
FREE FM	Emission interactive	Journaliste/Média	<i>Le chef district est un meurtrier</i>
FREE FM	Chronique politique	Journaliste/Média	<i>Le ministre des Finances et du Budget est impliqué dans le trafic de bois de rose mais il est intouchable</i>
RADIO PLUS	Emission interactive	Auditeur	<i>Un conseiller du Président de la République qui est propriétaire de milliers de têtes de bovidés n'a jamais été inquiété à propos de son bétail alors que ses voisins sont souvent victimes de vols de bœufs. Les forces de l'ordre devraient ouvrir une enquête</i>
RADIO PLUS	Emission interactive	Auditeur	<i>L'argent de la commune servira à renflouer les caisses d'une société privée (ayant une dette impayée de 400 millions de fmg) dont je ne dirai pas le nom. Ils ont dit que tant qu'il y aura des terrains à remblayer, ils allaient les remblayer. Faites attention au choix du candidat pour qui vous allez voter.</i>
RADIO PLUS	Emission interactive	Politicien	<i>Les candidats du MAPAR menacent que s'ils ne sont pas élus, ils vont semer des troubles dans la ville</i>

Média	Emission/Article	Source	Propos
L'Express de Madagascar	Commentaire	Journaliste/Média	<i>Durant son mandat (Hasina Andriamanjato) régnait au sein de l'administration municipale, népotisme et copinage à outrance</i>
L'Express de Madagascar	Éditorial	Journaliste/Média	<i>On chuchote que Marc Ravalomanana avait investi des centaines de milliards d'Ariary de sa poche avant de récupérer son argent quand il est devenu PRM à travers le système 3P, qui consistait à puiser dans les caisses de l'Etat, pour développer ses usines</i>
La Gazette de la Grande île	Commentaire	Journaliste/Média	<i>Les administrateurs civils ont été formés à la falsification des résultats électoraux durant leur formation à l'ENAM</i>
La Gazette de la Grande île	Reportage	Journaliste/Média	<i>Le PRM avait atterri à l'aéroport d'Antalaha pour recevoir un colis suspect (Le journaliste sous-entend que ce colis contenait des liasses de billets provenant de trafic de bois de rose)</i>
La Gazette de la Grande île	Commentaire	Journaliste/Média	<i>Concurrence entre le Mapar et le HVM : Si lors des porte-à-porte les candidats Mapar ont distribué 5 000 ariary aux citoyens, les candidats HVM ont surenchéri en offrant 10 000 ariary aux électeurs</i>
La Gazette de la Grande île	Compte rendu	Politicien	<i>Pety Rakotoniaina a vendu des terrains domaniaux et a pris l'argent pour lui, il est le chef des dahalo et a volé des fonds publiques</i>
La Gazette de la Grande île	Compte rendu	Politicien	<i>Le HVM travaille avec des Djihadistes qui organisent des actes de terrorisme à travers le monde</i>
La Gazette de la Grande île	Compte rendu	Politicien	<i>Claudine utilise l'argent des djihadistes pour financer la campagne de la candidate du HVM à Fianarantsoa, c'est un leader satanique et dirige des actes maléfiques à l'origine des problèmes de ce pays</i>
La Vérité	Reportage	N.d.	<i>De source concordante auprès du FJKM, Ravalomanana a réuni 120 pasteurs parmi lesquels les chefs d'église. Les pasteurs auront à transmettre à leurs ouailles les consignes de Dada et pour ce faire la somme de 2 000 000 ar aurait été allouée à chacun.</i>
La Vérité	Commentaire	Journaliste/Média	<i>Eddy Maminirina et Arland Ramialison ... deux criminels propriétaires des bois de rose exportés clandestinement la semaine dernière</i>
La Vérité	Reportage	Journaliste/Média	<i>Toute une ribambelle de lèche-bottes, en cravate bleue, à sa suite</i>
La Vérité	Commentaire	Journaliste/Média	<i>Rabary Njaka a proféré des tas de menaces. Il a fait emprisonner des employés d'Air Mad (...) Il a fait le serment devant l'Etat Français de donner la part belle aux sociétés françaises œuvrant dans l'aéronautique. (...) D'ailleurs Rabary Njaka est protégé et rémunéré par l'Etat français</i>
La Vérité	Compte rendu	Source anonyme	<i>Le Chef de région se livre à des actes frauduleux. Il a décaissé une importante somme dans la caisse de la Région... pour profiter des recettes des ristournes abusives qu'ils nous ont imposées</i>
Madagascar Matin	Éditorial	Journaliste/Média	<i>Le Président a maquillé en voyage officiel son déplacement d'ordre privé à Jérusalem. Il voulait juste se recueillir sur le mur des lamentations et a pourtant fait croire à tout le monde que c'était une mission ayant trait à la sécurité et la défense</i>
Madagascar Matin	Commentaire	Journaliste/Média	<i>Ce ministre, un candidat déçu lors de l'élection présidentielle, distribue de l'argent à la population dans plusieurs communes de Toliara</i>
Takoritsika	Compte rendu	Journaliste/Média	<i>La somme de 200 millions d'ariary découverte dans le coffre de la voiture de Lanto Rakotomanga à Namontana aurait été destinée à organiser des troubles en vue d'un coup d'Etat</i>
Takoritsika	Commentaire	Journaliste/Média	<i>Andry RAJOELINA, ancien président de la Transition, putschiste, retourne à son ancienne occupation de DJ. Aujourd'hui, on le retrouve faisant danser des foules hébétées devant ses artifices.</i>
Tia Tanindrazana	Commentaire	Journaliste/Média	<i>La suffisance dont font preuve les candidats du parti au pouvoir laisse penser qu'ils ont l'assurance d'une victoire déjà remportée. Surement que leur plan de remporter de manière frauduleuse les communales à Antsirabe est déjà bien ficelé.</i>

L'administration électorale n'est pas épargnée, ce qui assombrit davantage l'image de la politique, du moment que l'institution censée contrôler les règles du jeu électoral est soupçonnée de partialité et de complicité. Elle est attaquée surtout par les journalistes et les politiciens.

Tableau n. 11 - Extrait de propos ciblant l'administration électorale

Media	Emission/Article	Source	Description
VIVA	JT	Politicien	<i>C'est vraiment la CENI-T qui travaille sous les ordres des tenants du pouvoir...elle n'interpelle jamais les candidats issus du régime même s'ils ne respectent pas les règles et le code électoral</i>
TV-Plus	JT	Politicien	<i>La CENI-T a été mise en place par les colons. Aussi n'agit-elle que sur ordre de la communauté internationale</i>
FREE FM	Emission interactive	Journaliste/Animateur	<i>Ce sont les animaux moribonds qui cherchent une issue à la fatalité. Laissons faire et il finira par mordre la poussière !</i>
FREE FM	Emission interactive	Journaliste/Animateur	<i>La CENI-T veut tout faire capoter concernant ces élections. Elle veut vraiment désorganiser la nation</i>
FREE FM	Emission interactive	Auditeur	<i>La CENI-T est corrompue. Les élections sont jouées d'avance</i>
FREE FM	Emission interactive	Journaliste/Animateur	<i>La CENI-T mise exagérément sur le paraître. Au lieu d'œuvrer à la mise en place d'un climat d'apaisement et d'équité, propice à la tenue des communales, cette institution s'évertue à semer le trouble au profit des candidats de la HVM.</i>
FREE FM	Emission interactive	Journaliste/Animateur	<i>La liste électorale a été conçue de telle manière à servir aux tenants du pouvoir dans l'accomplissement de leurs desseins de remporter malhonnêtement les élections</i>
ANTSIVA	JP	Journaliste/Animateur	<i>La CENI-T reçoit des ordres de la Communauté internationale. Elle ne représente que la missionnaire de la Communauté internationale</i>
ANTSIVA	JP	Politicien	<i>La CENI-T peut très bien falsifier les résultats des élections par le biais de la manipulation du logiciel de comptage des voix</i>
La Vérité	Commentaire	Journaliste/Animateur	<i>Cet entêtement à garder les listes électorales définitives jalousement à l'abri des regards des élections ne peut que susciter des suspicions (...) elle cache quelque chose de louche</i>
La Gazette de la Grande île	Reportage	Journaliste/Animateur	<i>Qu'est-ce que vous faites la CENI-T? Vous ne réagissez pas face à ces irrégularités et par conséquent vous êtes les alliés du pouvoir</i>
Madagascar Matin	Reportage	Journaliste/Animateur	<i>En somme, cette dernière s'en fout complètement si des électeurs figurent ou non dans la liste</i>
Madagascar Matin	Éditorial	Journaliste/Animateur	<i>Bref des tonnes d'embuches mises par la CENI-T pour favoriser les candidats HVM</i>
Madagascar Matin	Compte rendu	Politicien	<i>Les fraudes seront entreprises au niveau de la CENIT</i>
Ma-Laza	Compte rendu	Politicien	<i>Le régime en place, avec l'appui de la CENIT, manœuvre de manière à favoriser les candidats qu'il souhaite privilégier</i>

La **communauté internationale** est également la cible de propos illégitimes, émanant notamment des journalistes et politiciens.

Tableau n. 12 - Extrait de propos ciblant la communauté internationale

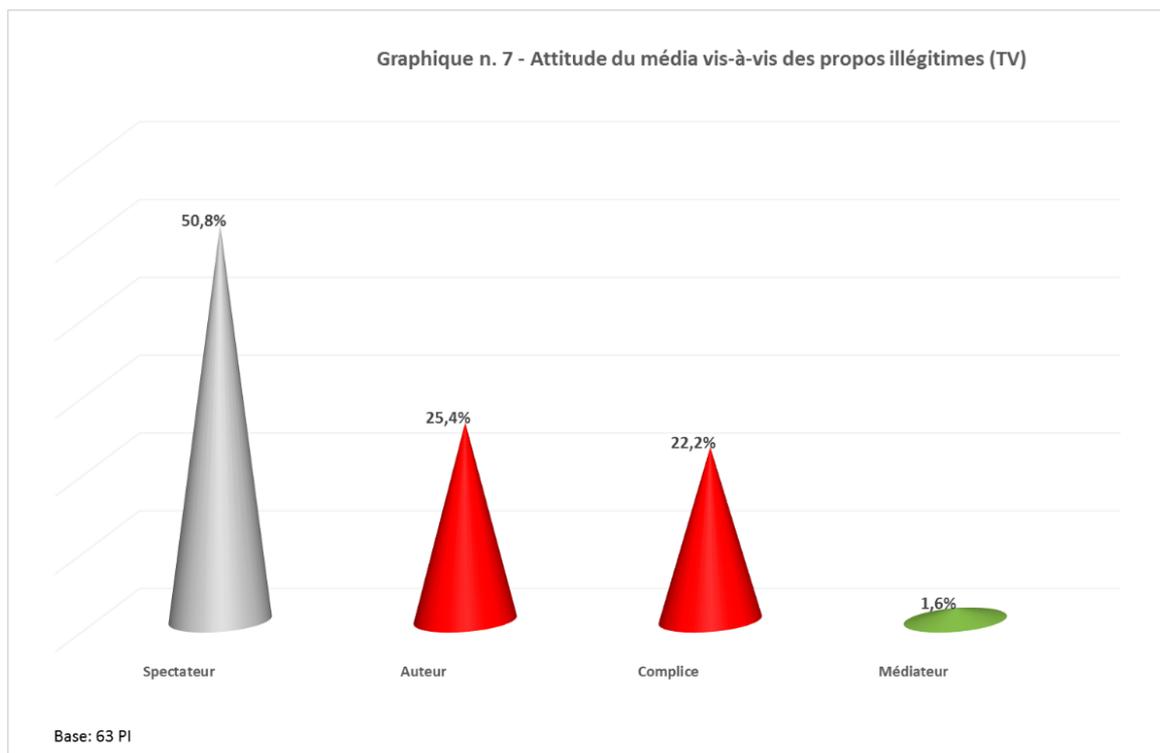
Media	Emission/Article	Source	Description
VIVA	JT	Journaliste/Animateur	<i>C'est une stratégie de la Banque mondiale de fermer les Universités malgaches. Ils veulent qu'il n'y ait que des exécutants, des ouvriers de niveau bacc+2. C'est un ordre de la Banque mondiale</i>
VIVA	JT	Citoyen	<i>Toutes les irrégularités et les abus faits par le pouvoir et les dirigeants viennent des directives des Français. Ils les commandent tous</i>
TV-Plus	JT	Politicien	<i>Les élections à Madagascar n'ont jamais été que des gesticulations participatives. Nous sommes tous au fait que le processus a toujours été manipulé par les colons</i>
MA-TV	JT	Politicien	<i>Les élections sont le moyen le plus rapide pour frauder et obtenir le plus de voix pour les colonisateurs</i>
RADIO PLUS	Emission interactive	Auditeur	<i>C'est sans aucun scrupule que les grandes puissances se jouent de mon pays. C'est à coup de pieds qu'ils nous remercient pour nos richesses volées</i>
RADIO PLUS	Emission interactive	Auditeur	<i>Ce qui se passe actuellement profite aux étrangers : aux Chinois, aux Indo-Pakistanaïens, aux blancs et à ces colons qui sont en quête de nos richesses. Ils veulent nous dépouiller de nos richesses et font en sorte d'instaurer le désordre dans le pays.</i>
ANTSIVA	JP	Société civile	<i>Ces élections sont une stratégie de la CI pour provoquer une guerre entre Malgaches</i>
ANTSIVA	JP	Politicien	<i>Chers bailleurs de fonds, calculez bien les intérêts que vous nous devez sur les richesses que vos nations et vos investisseurs avez exploitées en arnaquant les ancêtres malgaches depuis des centaines d'années</i>
ANTSIVA	Emission interactive	Auditeur	<i>La France a introduit des armes au Rwanda il y a quelques années</i>
ANTSIVA	JP	Journaliste/Animateur	<i>Selon les journalistes, la communauté internationale a contribué à la falsification des votes lors des dernières élections de 2013</i>
ANTSIVA	JP	Politicien	<i>Selon les rumeurs qui circulent, la communauté internationale aurait un candidat favori qu'elle soutiendra par tous les moyens en vue de remporter les élections. Des manœuvres frauduleuses seront mises en œuvre en ce sens</i>
La Gazette de la Grande île	Compte rendu	Journaliste/Animateur	<i>Le journaliste a pointé l'organisation internationale du doigt comme quoi elle apprend aux Malgaches à transgresser la loi et accepte d'être complice du parti HVM</i>
Tia Tanindrazana	Commentaire	Journaliste/Animateur	<i>Beaucoup s'interrogent sur les exactions perpétrées par les ressortissants chinois à Madagascar. Ils font ce qu'ils veulent et règnent en maître</i>
La Vérité	Commentaire	Journaliste/Animateur	<i>Rabary Njaka a fait le serment devant l'Etat Français de donner la part belle aux sociétés françaises œuvrant dans l'aéronautique [...] Les Malgaches n'en sont toujours pas conscients alors que les étrangers nous envoient leur saleté</i>
La Vérité	Éditorial	Journaliste/Animateur	<i>En tout cas, les pays pauvres, lassés des agissements malveillants de cette communauté dite internationale s'insurgerait un beau jour pour s'en débarrasser (...) un peu d'air s'il vous plaît</i>

I.6. LA RESPONSABILITE DES MEDIAS PAR RAPPORT AUX PROPOS ILLEGITIMES

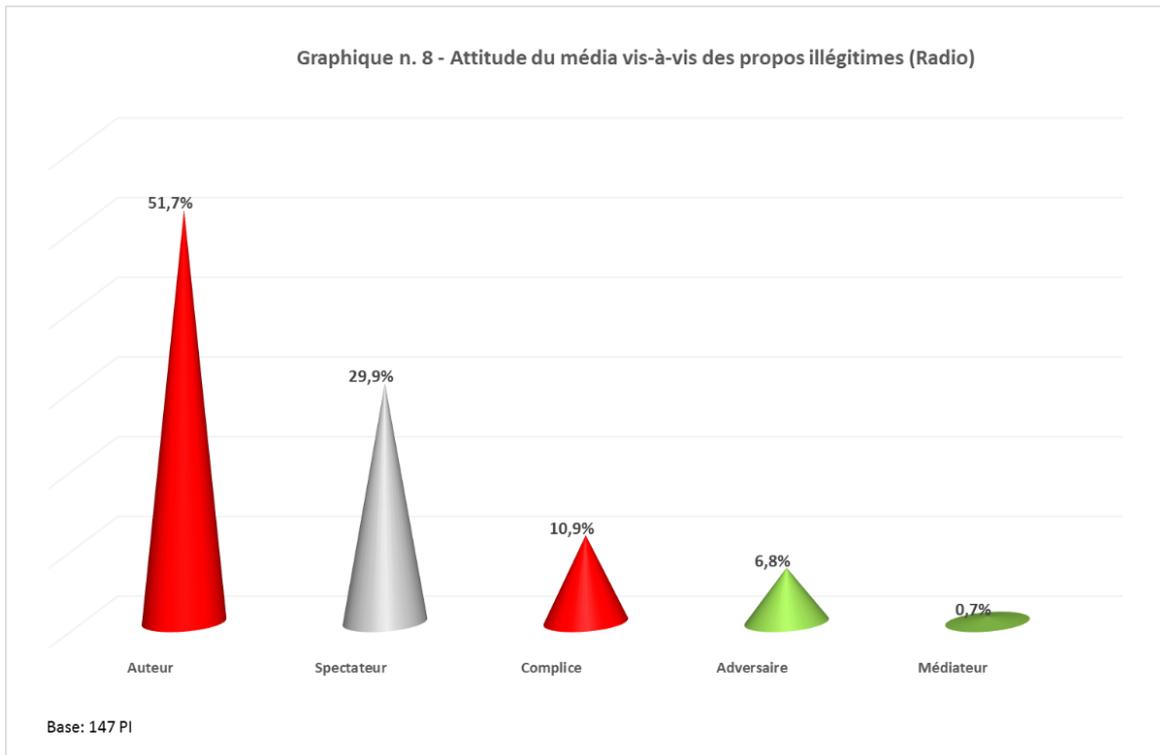
La circulation de propos illégitimes dans les médias n'implique pas automatiquement la responsabilité directe de ces derniers. Il se peut que les discours en question soient prononcés par d'autres acteurs interpellés dans les émissions ou évoqués dans les articles - politiciens, membres de la société civile, auditeurs... - sans que le média puisse le prévoir ou sans qu'il puisse s'abstenir de les évoquer, dans un souci d'information du public sur le débat politique et social en cours.

Pour cette raison, la méthodologie prévoit une variable spécifiquement consacrée à évaluer l'attitude assumée par le journaliste (ou l'animateur, le présentateur, c'est-à-dire la personne qui représente le média dans les différentes émissions) vis-à-vis des propos illégitimes proférés.

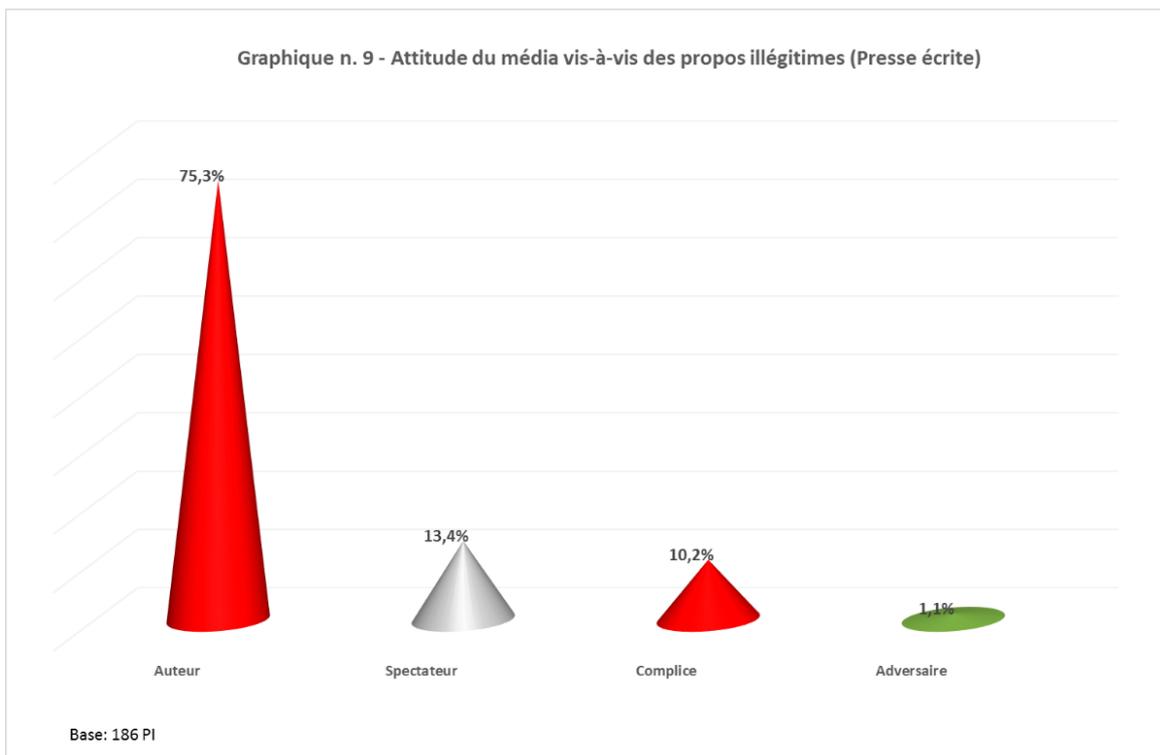
Comme il ressort du graphique n. 7, dans la plupart des cas, les journalistes de la télévision gardent une attitude distante dite de « spectateurs » : ils n'interviennent pas, ni pour appuyer ni pour contrecarrer ces discours. Très rarement ils sont « médiateurs » : sans intervenir directement, ils rééquilibrent les propos illégitimes par le recours à des avis contraires. L'aspect problématique est représenté par les histogrammes de couleur rouge dans le graphique : dans 25% des cas, les journalistes sont eux-mêmes les auteurs de ces discours incendiaires, et souvent ils en sont « complices » (22%), c'est-à-dire qu'ils se rallient aux propos illégitimes prononcés par d'autres sources.



A la radio (graphique n. 8), la situation est plus critique car ce sont principalement les journalistes qui ont pris l'initiative de diffuser des propos illégitimes (52%), ou ils en sont complices (11%). Dans 30% des cas, ils laissent ces propos être diffusés, sans prendre position ni en faveur ni contre. Bien plus rarement, ils s'opposent aux discours offensants et agressifs prononcés par d'autres, soit directement (« adversaire ») soit à travers d'autres opinions contraires (« médiateur »).



La presse (graphique n. 9) présente le même problème, de manière encore plus accentuée. Les journalistes sont les principaux responsables des propos illégitimes : dans 75% des cas, ils en sont les auteurs et dans 10% des cas, ils se rallient aux PI exprimés par d'autres sources. Dans 13% des cas, ils assument une attitude neutre de spectateurs. Seulement dans 2% cas ils s'y opposent, et n'essaient jamais de balancer les PI par des avis contraires.



II. COUVERTURE DES FOYERS DE TENSION

Cette deuxième partie du rapport se focalise sur la couverture médiatique accordée aux foyers de tension (dorénavant FT).

Ce type d'approfondissement permet tout d'abord d'identifier les principales situations sensibles qui se sont manifestées dans le pays pendant la période examinée et ensuite, d'évaluer si les médias y ont joué un rôle positif (couverture équilibrée, approfondie, impartiale, apaisante) ou négatif (couverture déséquilibrée, superficielle, partielle, dramatisante), et quelle image des institutions locales et nationales en ressort.

II.1. LA COUVERTURE QUANTITATIVE DES FOYERS DE TENSION

Les tableaux suivants représentent la couverture quantitative des FT par les différents médias, en comptabilisant les fragments de communication (nouvelles ou parties d'émissions) qui les ont traités.

Au niveau des médias audiovisuels, le constat qui frappe l'attention est le silence des médias publics. A l'intérieur de la plage horaire analysée, la chaîne télévisée publique n'a évoqué aucun des importants foyers de tension qui se sont vérifiés, notamment dans le domaine économique et social, et la radio nationale s'est limitée à deux nouvelles se rapportant aux tensions liées à l'insécurité.

Tableaux n. 13 et n. 14 – Couverture quantitative des foyers de tensions par les médias audiovisuels

Chaîne TV	N.	%	Radio	N.	%
KOLO TV	19	31,7%	ANTSIVA	32	60,4%
VIVA	17	28,3%	RADIO PLUS	11	20,8%
TV-Plus	16	26,7%	FREE FM	8	15,1%
Ma-TV	8	13,3%	RNM	2	3,8%
Total	60	100,0%	Total	53	100,0%

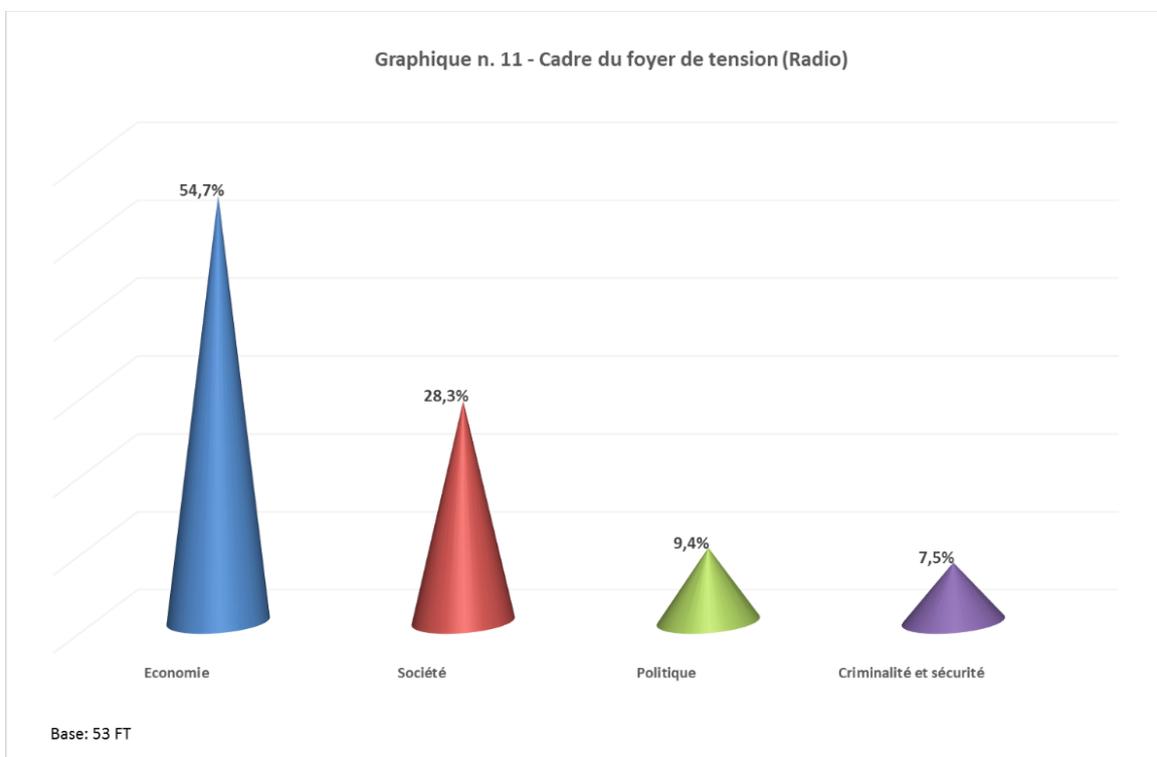
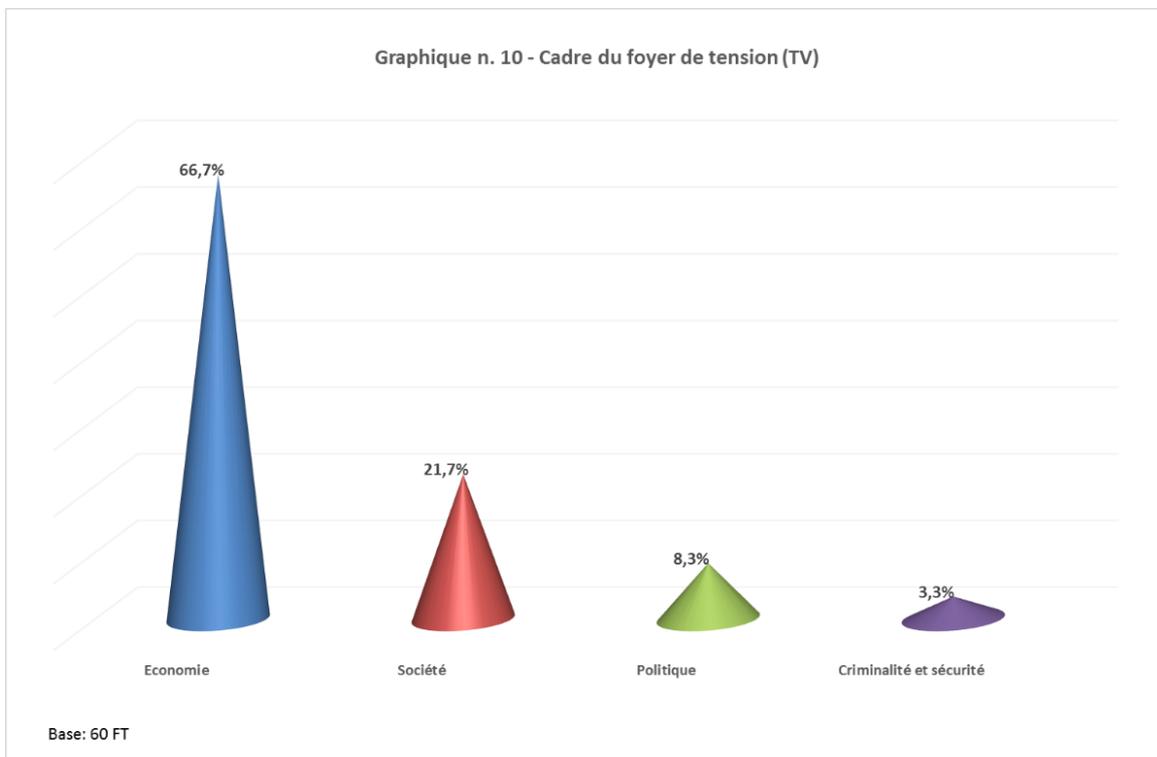
Tableau n. 15 – Couverture quantitative des foyers de tensions par la presse écrite

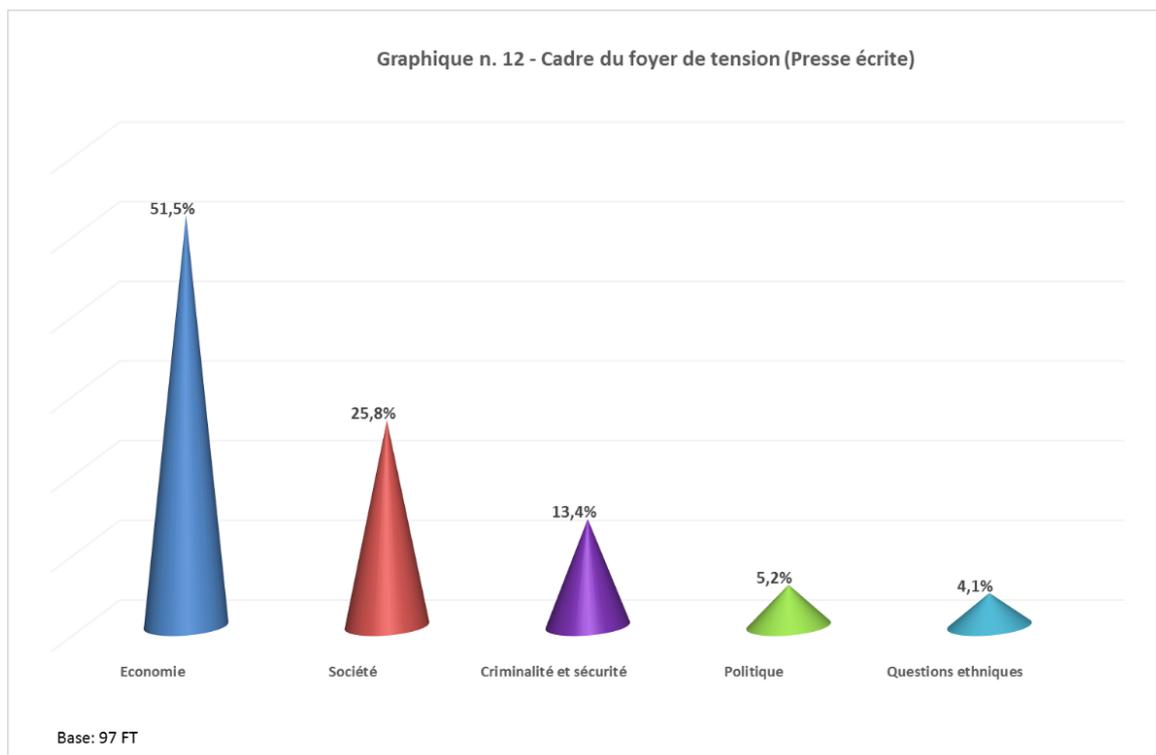
Quotidien	N.	%
Ma-Laza	17	17,5%
Express	16	16,5%
La Verité	15	15,5%
Madagascar Matin	11	11,3%
Tia Tanindrazana	10	10,3%
Takoritsika	10	10,3%
La Gazette de la Grande île	9	9,3%
Midi Madagasikara	9	9,3%
Total	97	100,0%

Les FT ont été traités par les chaînes télévisées seulement à l'intérieur des Journaux Télévisés ou JT tandis que les radio les ont abordés dans leurs Journaux Parlés ou JP (70%) mais également à travers les émissions interactives (26%) et, marginalement, dans les chroniques politiques (4%). Les quotidiens ont concentré leur couverture des FT dans les comptes rendus (41%) et les reportages et approfondissements (32%), mais ces conflits ont souvent inspiré les articles d'opinion (commentaires et les éditoriaux : 18%).

II.2. LA NATURE DES FOYERS DE TENSION MEDIATISES

Les graphiques qui suivent présentent la nature des tensions qui ont bénéficié d'une couverture médiatique, c'est-à-dire le cadre à l'intérieur duquel elles peuvent se classer.





Ce sont les conflits économiques et sociaux qui dominent la scène médiatique, aussi bien à la télévision qu'à la radio et au niveau de la presse écrite. De quoi s'agit-il ? Les *Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle*, que l'UMM publie à cadence hebdomadaire, ont déjà fourni des informations qualitatives, qu'il convient de reprendre brièvement.

Cadre économique – Mis à part quelques foyers de tension circonscrits et isolés, ce sont surtout les grèves engagées par les syndicats de différentes catégories de travailleurs qui constituent le principal noyau de conflit, vu que de nombreux domaines d'activités ont été touchés et la stabilité du pays semblait menacée. Les motifs de ces grèves étaient dans la plupart des cas d'ordre administratif, social et économique. Le SECES (Syndicat des Enseignants Chercheurs et Chercheurs Enseignants de l'Enseignement Supérieur) a procédé à une grève générale illimitée. Dénonçant l'immobilisme des dirigeants, le syndicat a revendiqué la concrétisation des différentes mesures attendues depuis 2009, dont la hausse de leurs allocations. L'intersyndical de la JIRAMA, de son côté, a accusé l'Etat de ne rien faire pour sauver la société tout en réclamant l'audit des différentes locations de générateurs. La grève des employés des services fonciers a connu un nouveau rebondissement. La tension est montée d'un cran à la suite des rumeurs de suspension des salaires d'une vingtaine de grévistes et à la suite de la descente sur place de l'EMMOREG pour "contraindre les employés à reprendre leur travail" ou, selon les explications, pour interdire la tenue des réunions syndicales dans le lieu de travail. Les syndicalistes ont commencé par réclamer la reprise de la délivrance de titres fonciers pour les terrains domaniaux appartenant à l'Etat. N'ayant eu aucune réponse satisfaisante, ils ont revendiqué la création d'un ministère responsable de la propriété foncière indépendante.

L'UMM a constaté que, si les médias audiovisuels privés ont rapporté dans leurs éditions l'évolution de la situation, les médias publics n'ont pas suivi.

Cadre social – La suspension des cours au sein des universités, suite à la grève des enseignants, a suscité des réactions au niveau des étudiants, issus de différentes facultés, qui ont décidé de rejoindre les rangs du SECES mais cette fois dans l'optique de réclamer la reprise de l'enseignement. D'où des affrontements avec les forces de l'ordre car les étudiants ont opté pour l'usage de la violence et la manière forte pour faire valoir leurs revendications. Chaque face-à-face entre les deux parties s'est terminé le plus souvent par des échanges

de jets de pierre et de grenades lacrymogènes. Les forces de l'ordre ont même procédé à l'arrestation de 4 « supposés » étudiants, qu'elles soupçonnent être des mercenaires payés pour semer des troubles.

Tout comme dans le cas précédent, l'UMM a remarqué que ce mouvement de contestation n'a toujours pas fait l'objet de couverture de la part des médias audiovisuels publics.

Cadre politique – La sphère politique a été également touchée par des tensions au cours de la période analysée. Les signes de tensions affectant le milieu politique, engagé dans la campagne électorale pour les élections communales, ont eu de nombreux reflets dans les médias. Les candidats des partis HVM et TIM ont été les plus touchés par les attaques médiatiques virulentes. Les acteurs politiques et les organisations de la société civile ainsi que les professionnels des médias ont dénoncé certaines irrégularités dans les préparatifs des élections. L'assurance de la CENI-T quant au bon déroulement de l'organisation des scrutins a été remise en cause : doute sur la disponibilité des cartes d'électeurs et de la liste électorale, absence de précisions sur le nombre de conseillers municipaux par commune, règles de jeu floues concernant la période de précampagne, absence d'éducation électorale sur l'utilisation du bulletin unique, partialité sur le traitement des partis politiques et des candidats, etc.

L'UMM a observé que, parmi les médias audiovisuels, ceux qui se sont le plus focalisés sur la mauvaise organisation des élections au cours de la première semaine de campagne électorale sont Antsiva et TV Plus. Pendant la dernière semaine, certains médias comme Free FM sont arrivés jusqu'à évoquer un « complot » entre la CENI-T et le pouvoir en place. Ces considérations rejoignent les constats présentés dans le paragraphe précédent, où la CENI-T figure, avec les politiciens, parmi les cibles privilégiées des propos incendiaires.

D'autres foyers de tensions évoqués par les médias en mesure plus marginale concernent :

- **L'insécurité** qui règne dans la capitale – où la situation est présentée comme se dégradant de jour en jour entre l'impuissance générale et le ras-le-bol de la population – et surtout dans certaines régions où les habitants sont frappés par les vols récurrents de bovidés et les violences des bandits. Ce type de tension reçoit une couverture plus large dans la presse écrite.
- La presse écrite a également évoqué des **tensions ethniques dans les campus universitaires** : à Ankatso, des troubles ont opposé les étudiants sur les modalités de répartition des chambres universitaires entre les différentes associations d'étudiants natifs de telle ou telle région. A l'Université d'Antsiranana, des affrontements opposant des étudiants natifs de la région Sava à leurs condisciples de la région Diana ont fait des blessés et des chambres ont été pillées et vandalisées.

II.3. LA LOCALISATION DES FOYERS DE TENSION

Les FT qui ont attiré l'attention des médias se concentrent dans les zones urbaines et tout particulièrement dans la région d'Antananarivo. C'est la presse écrite qui s'est davantage focalisée sur les tensions qui frappent les zones rurales et les petites villes du pays, notamment à travers la couverture des questions d'insécurité, avec leurs conséquences : abandon des foyers par les villageois, affrontements entre citoyens et bandits, etc.

Tableaux n. 16 et 17 – Le contexte spatial et la localisation des FT (TV)

Contexte spatial	N.	%
Chef-lieu de région	51	85,0%
Plusieurs zones du pays	6	10,0%
Plusieurs zones d'une province	2	3,3%
Zone rurale, village	1	1,7%
Total	60	100,0%

Province/Région	N.	%
Antananarivo	51	85,0%
Analamanga	51	85,0%
Antsiranana	1	1,7%
Diana	1	1,7%
Fianarantsoa	1	1,7%
Haute Matsiatra	1	1,7%
Mahajanga	1	1,7%
Betsiboka	1	1,7%
Plusieurs régions	2	3,3%
Envergure nationale	4	6,7%
Total	60	100,0%

Tableaux n. 18 et 19 – Le contexte spatial et la localisation des FT (radio)

Contexte spatial	N.	%
Chef-lieu de région	38	71,7%
Plusieurs zones du pays	9	17,0%
Ville non chef lieu	2	3,8%
Plusieurs zones d'une région	2	3,8%
Zone rurale, village	1	1,9%
Plusieurs zones d'une province	1	1,9%
Total	53	100,0%

Province/Région	N.	%
Antananarivo	40	75,5%
Analamanga	40	75,5%
Fianarantsoa	1	1,9%
Atsimo Atsinanana	1	1,9%
Toamasina	1	1,9%
Analanjirifo	1	1,9%
Toliara	1	1,9%
Menabe	1	1,9%
Plusieurs régions	3	5,7%
Envergure nationale	7	13,2%
Total	53	100,0%

Tableaux n. 20 et 21 – Le contexte spatial et la localisation des FT (presse écrite)

Contexte spatial	N.	%
Chef-lieu de région	72	74,2%
Plusieurs zones du pays	12	12,4%
Ville non chef lieu	6	6,2%
Zone rurale, village	6	6,2%
Plusieurs zones d'une région	1	1,0%
Total	97	100,0%

Province-Région	N.	%
Antananarivo	73	75,3%
Analamanga	72	74,2%
Itasy	1	1,0%
Antsiranana	4	4,1%
Diana	4	4,1%
Mahajanga	2	2,1%
Betsiboka	2	2,1%
Toamasina	1	1,0%
Alaotra Mangoro	1	1,0%
Toliara	5	5,2%
Anosy	1	1,0%
Atsimo Andrefana	2	2,1%
Menabe	2	2,1%
Plusieurs régions	2	2,1%
Envergure nationale	10	10,3%
Total	97	100,0%

II.4. L'IMAGE DU GOUVERNEMENT LOCAL ET NATIONAL

Etant donné le rôle crucial que les autorités gouvernementales, locales et nationales, devraient jouer dans la gestion et la résolution des conflits, la méthodologie a prévu d'introduire deux variables pour évaluer l'image de ces institutions qui se dégage de l'information.

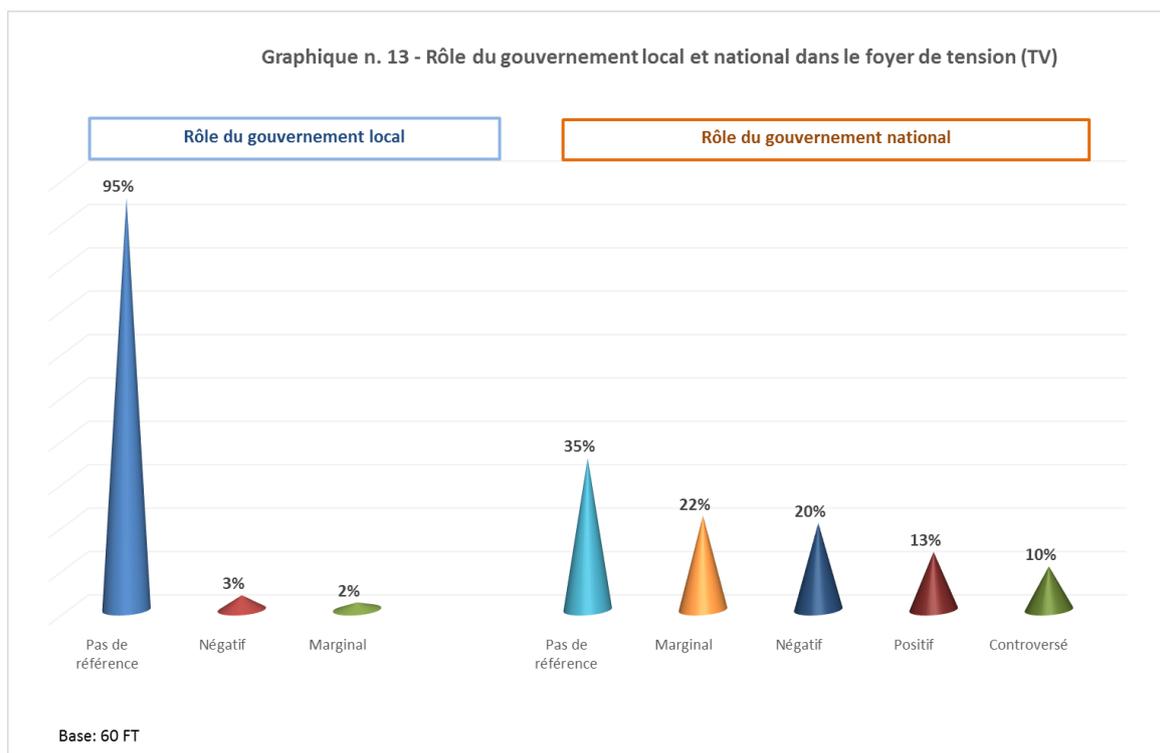
Jouissent-elles d'une haute visibilité ou restent-elles en marge des conflits ? Sont-elles présentées comme jouant un rôle positif dans les foyers de tension, en termes de prévention, recherche de solutions, consultations, initiatives de médiation, de dialogue et d'apaisement ? Ou, tout au contraire, sont-elles accusées d'immobilisme, de retard, de partialité, d'implication dans le conflit ?

Le gouvernement local est pratiquement absent dans tous les médias, probablement en raison de la localisation des foyers de tension ayant reçu une couverture (la capitale, envergure nationale), et aussi de leur nature : dans la plupart des cas il s'agissait de grèves et de mouvements syndicaux mais également estudiantins qui interpellaient en majorité les autorités nationales. Les conflits politiques, par contre, avaient des répercussions locales importantes car ils se rapportaient aux élections communales mais, évidemment, l'information s'est concentrée davantage sur les candidats que sur les gouvernements locaux, plus particulièrement sur les figures majeures de la politique nationale qui soutenaient les candidatures locales.

Le gouvernement national, par contre, est assez présent dans l'information relative aux foyers de tension mais ne bénéficie pas d'une représentation très favorable.

Les graphiques qui suivent présentent les résultats ventilés par type de média.

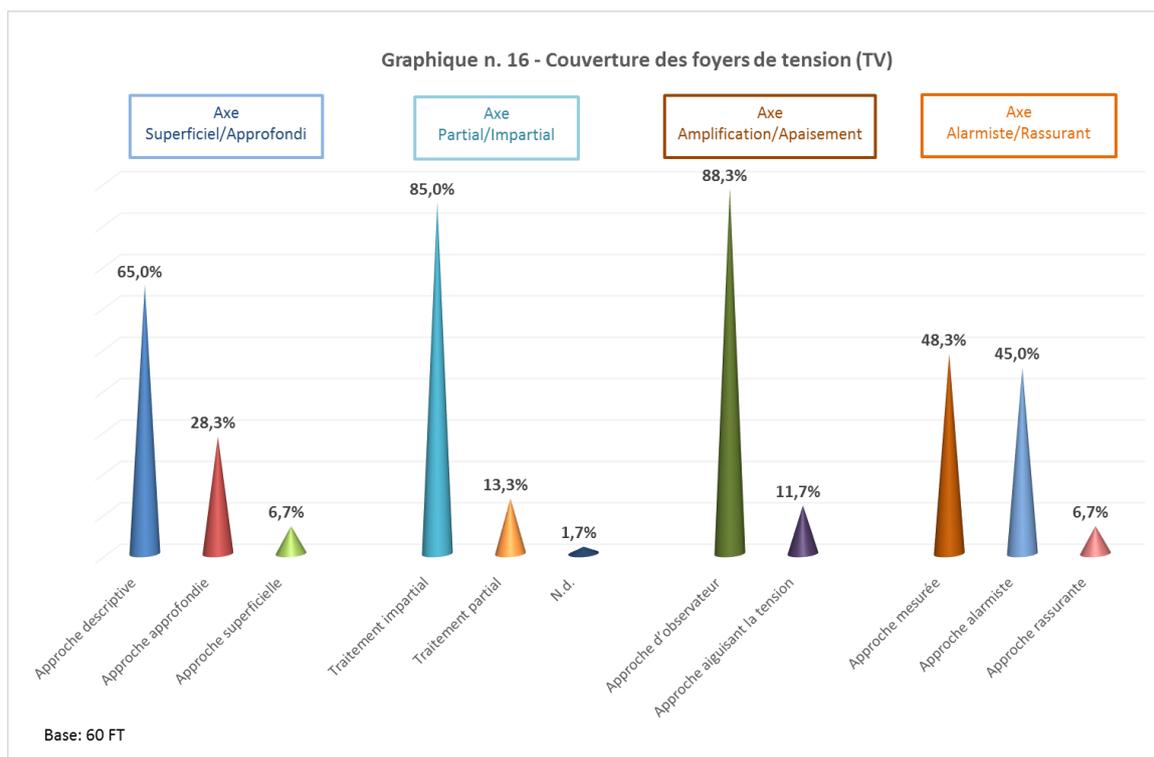
Les chaînes télévisées accordent au gouvernement national une visibilité discrète. S'il est relevé qu'il est absent dans 35% des cas et qu'il reste en marge du discours dans 22%, il est présenté comme l'un des acteurs en jeu dans 43% des cas. Son image est majoritairement négative et est parfois controversée, c'est-à-dire que le gouvernement est apprécié par certains et contesté par d'autres. C'est seulement dans 13% des cas qu'il est présenté comme jouant une part positive dans la médiation, la prévention ou la résolution des conflits (graphique n. 13).



II.5. LA COUVERTURE QUALITATIVE DES FOYERS DE TENSION

Quatre variables ont été introduites pour évaluer la qualité de la couverture accordée par les différents médias à ces conflits sociopolitiques. Les médias sont positionnés sur l'axe **superficialité / approfondissement**, l'axe **partialité / impartialité**, l'axe **amplification du conflit / apaisement** et l'axe **alarmiste / rassurant**.

1) La télévision



Sur le plan de l'approfondissement - Comme le montre le graphique 16 ci-dessus, l'approche la plus courante dans le milieu de la télévision est descriptive, c'est-à-dire que les sujets sont abordés de manière claire et précise mais sans les approfondir, bien qu'il ne soit pas rare, aussi bien sur KOLO TV que sur VIVA TV et TV PLUS, que les questions soient traitées avec un souci d'approfondissement et de rigueur, à travers des reportages au niveau de leurs programmes d'information. KOLO TV, par exemple a invité sur son plateau le leader syndical du personnel des services des domaines pour expliquer les motifs de la poursuite de la grève. La station a effectué une approche approfondie de la situation à travers ses reportages en apportant des éléments d'informations sur les tenants et aboutissants des différents mouvements en général, et celui du service des domaines en particulier, et en donnant la parole aux principaux protagonistes. Dans l'ensemble des chaînes télévisées, l'approche superficielle et expéditive est minoritaire.

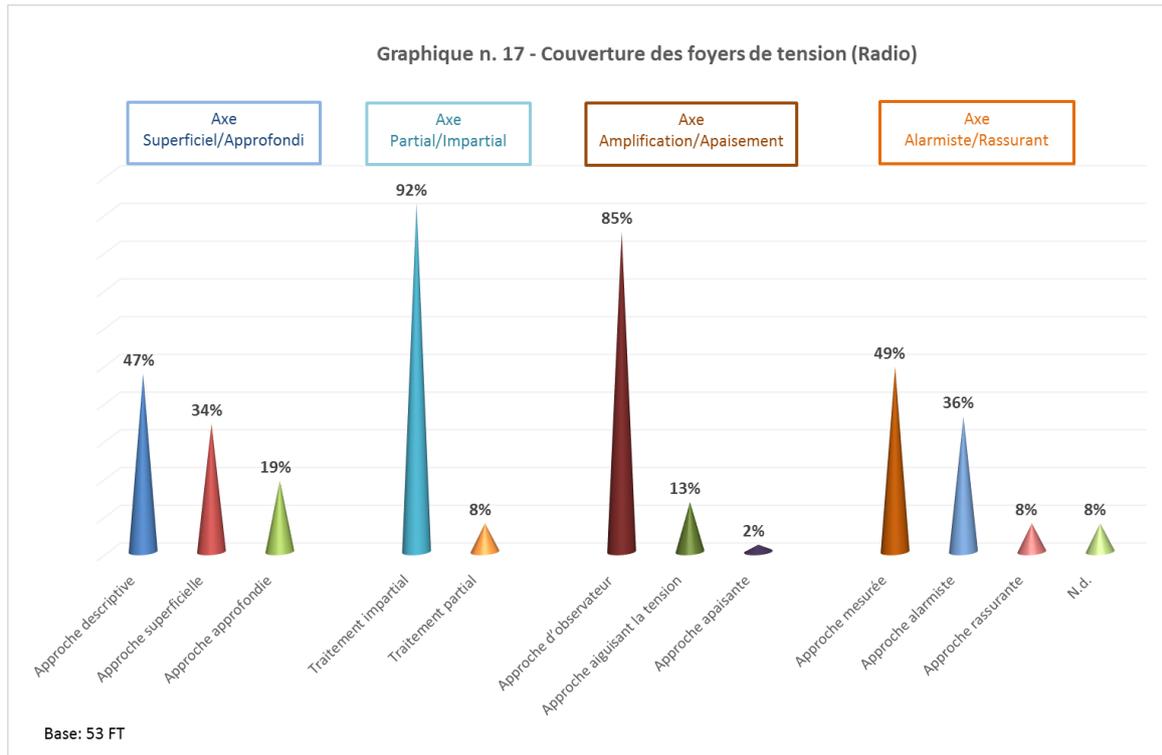
Sur le plan de l'impartialité – Le graphique met en exergue que l'attitude la plus courante est impartiale, c'est-à-dire que les journalistes abordent le sujet sous un ton neutre. Ils ne privilégient pas un point de vue particulier et lorsqu'ils présentent des situations de conflit, ils essayent de garder une attitude équidistante, souvent en accordant l'accès aux opinions diverses. Il a été signalé par exemple que, à l'occasion des affrontements entre les étudiants et les forces de l'ordre, TV PLUS a fait preuve d'une bonne pratique journalistique dans la mesure où elle a accordé la parole aux protagonistes : les forces de l'ordre soutenant l'existence de mercenaires dans les rangs des étudiants et les étudiants grévistes qui reprochent un usage abusif de la force ainsi que la violation de la franchise universitaire. De même sur la question des grèves de

la JIRAMA, où la station a rapporté l'avis du Conseil d'administration de la compagnie et celui de l'Etat ainsi que l'avis de l'opinion publique. Mais il ne faudrait pas « sous-estimer » le pourcentage de traitement « partial » des FT, qui se traduit par le biais de parti pris, le soutien aux arguments ou raisons d'un seul bord, une position claire en faveur de l'une des parties en cause et/ou contre une autre, les comptes rendu partiels pouvant orienter les opinions. Ce genre de « dérapage » se présente le plus souvent sur KOLO TV et VIVA TV.

Sur le plan de l'apaisement – L'on observe des résultats similaires au cas précédent : une attitude en majorité correcte, se limitant à rapporter le foyer de tension avec un souci d'observateur. Dans quelques cas, toutefois, les journalistes cèdent à des attitudes agressives et partiales sur le thème en question, ils s'impliquent directement dans le conflit et en deviennent des acteurs, en contribuant à l'aiguiser. Par exemple, lorsque le correspondant de la station VIVA à Fianarantsoa intervient dans le Journal Télévisé de VIVA TV pour affirmer que « *le parti HVM est actuellement en train de concevoir plusieurs bulletins uniques précochés dans la ville des vins* », sans aucune réaction du journaliste présentateur, non seulement il diffuse des rumeurs visant à ternir l'image du parti présidentiel mais contribue également à alimenter la tension qui s'accroît autour des craintes d'anomalies et d'irrégularités du scrutin.

Sur le plan de l'alarmisme – Au niveau des chaînes télévisées, l'approche mesurée - qui se manifeste par une attitude tempérée mais également prudente, qui ne fait preuve ni d'alarmisme, ni d'optimisme et qui met en lumière aussi bien les dangers que les facteurs jouant en faveur d'une solution positive, est presque équivalente à l'attitude alarmiste, tendant à dramatiser les événements et, dans certains cas, à diffuser des rumeurs effrayantes. Lors du bras de fer entre forces de l'ordre et étudiants, les Journaux télévisés, en choisissant d'illustrer la plupart de leur reportage par des images mettant particulièrement en exergue la violence dans l'affrontement, optent pour une représentation plutôt alarmiste de la situation de conflit. KOLO TV fournit un exemple d'attitude alarmiste lorsque, dans son JT, elle affirme, avec une image en gros plan à l'appui, que « *plusieurs munitions utilisées habituellement par les forces de l'ordre ont été saisies la semaine (dernière) par la Brigade Criminelle. Ces saisies ont un lien avec la campagne électorale qui se déroule en ce moment, car des individus malintentionnés auraient l'intention de semer des troubles durant cette période, selon la police. D'autres munitions sont toujours dans la nature* ». Dans d'autres cas, il s'agit de véhiculer des rumeurs, des allusions et sous-entendus, comme le fait par exemple VIVA TV en abordant la question des grèves syndicales : elle tire la sonnette d'alarme en affirmant que « *les différents mouvements syndicaux qui naissent ici et là devraient mettre la puce à l'oreille des dirigeants que quelque chose se trame* ». La propension à rassurer le public et à renforcer la confiance dans l'issue positive des conflits ainsi que la maîtrise de ces derniers par les institutions et/ou de la communauté, est bien minoritaire. La chaîne qui semble la moins alarmiste est MA-TV, qui adopte parfois l'approche rassurante. A titre d'illustration, au sujet de la sécurisation du processus électoral, la chaîne a voulu rassurer les téléspectateurs quant au déroulement des élections dans l'ordre et dans le calme en donnant une couverture ample aux interventions du Gal Florens Rakotomahanina, commandant de la CIRGN (Circonscription interrégionale de la Gendarmerie d'Antananarivo) et de Joachim Rajaobelina, Directeur général de la police nationale.

2) La radio



Sur le plan de l'approfondissement – L'approche descriptive est majoritaire mais cède souvent à la superficialité, là où le sujet est abordé de manière incomplète, imprécise, expéditive, parfois sans fournir tous les éléments essentiels à la compréhension des faits. Bien que toutes les radios soient concernées par cette tendance, celle qui montre le bilan le plus défavorable entre approche descriptive et superficielle est RADIO ANTSIVA, qui toutefois, tout comme RADIO PLUS, fournit aussi des efforts d'approfondissement dans un certain nombre d'émissions. Par exemple, lorsque la grève du SECES a tourné en un affrontement entre étudiants et forces de l'ordre, RADIO ANTSIVA a dépêché un journaliste sur le terrain afin d'intervenir en direct dans les éditions des Journaux parlés en vue de rapporter l'évolution de la situation.

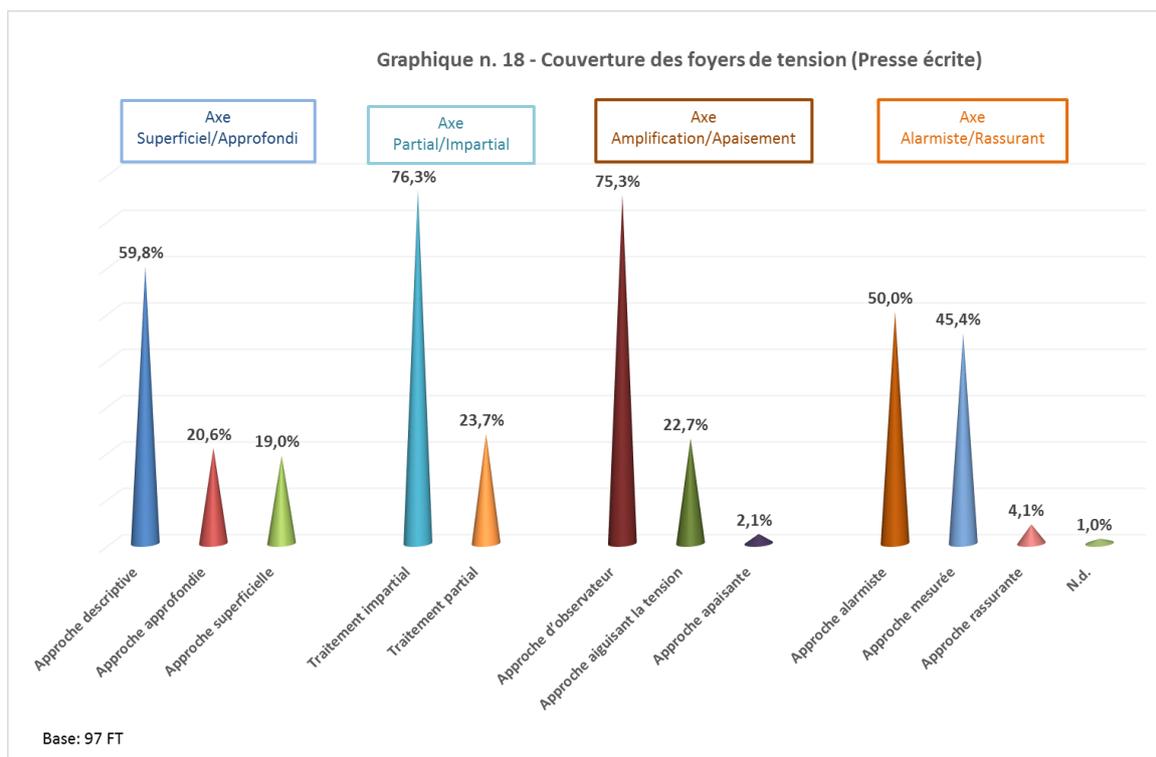
Sur le plan de l'impartialité – L'impartialité est l'attitude dominante dans toutes les radios, toutefois des glissements vers une approche partielle et orientée sont constatés. ANTSIVA, par exemple, s'est beaucoup focalisée sur la mauvaise organisation des élections dans ses émissions. Nombre de voix critiques ont pu s'exprimer devant le micro des journalistes, sans qu'un espace adéquat de réponse ait été accordé à l'autorité électorale. Pour preuve, les représentants de fokontany se sont plaints du retard de la mise en place des panneaux d'affichage et du fait que les listes électorales ne peuvent pas être consultées auprès des bureaux des fokontany, le GEN (Groupement des Experts nationaux) a dénoncé la partialité de la CENIT par rapport aux partis politiques qui ont entrepris des précampagnes, des chefs districts ont signalé qu'on les a contraints à soutenir les candidats du parti au pouvoir. « Les élections sont mal organisées, il y a beaucoup de risques pour qu'une nouvelle crise se déclenche », a renchéri Lilie Razafimbelo du CCOC (Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes). De leur côté, plusieurs auditeurs de l'émission « Sehatra ho an'ny mpihaino » militaient pour le report des communales et craignaient qu'un tel "forcing" replonge le pays dans la crise. Mais c'est FREE FM qui mélange le plus souvent l'information et l'opinion, dans la couverture des foyers de tension, notamment de nature politique. La Commission électorale est fortement visée, accusée de partialité avec le HVM et souvent, les invités et les journalistes se montrent alliés dans l'optique d'en ternir l'image. Au sein d'une émission interactive de la radio FREE FM, « Anao ny Fitenenana », lors de l'édition du 21 juillet, le chroniqueur Mbinintsoa Ranaivoson a formulé une opinion soutenant l'existence d'un complot entre la Commission électorale indépendante et le pouvoir en place ; hypothèse également soutenue par son

homologue Rolly Mercia, qui a également utilisé d'un langage offensif pour soutenir sa véracité : « la Commission électorale n'est que le pantin du gouvernement, plus précisément du pouvoir en place ». Ce genre d'attitude n'est pas seulement partial mais a également l'effet d'aiguiser les tensions existantes. Ce qui nous emmène au point suivant.

Sur le plan de l'apaisement – L'approche apaisante n'est pas courante à la radio. Le regard d'observateur est prévalent, mais même dans ce cas, l'on constate, surtout sur FREE FM et quelque fois sur ANTSIVA, une tendance pour l'implication dans le conflit et pour l'aiguisement des tensions. Par exemple, lorsque la candidate et journaliste Lalatiana Rakotondrazafy soutient dans son émission « Anao ny Fitenenana » que « un groupe d'individus sera payé et transporté dans différentes circonscriptions électorales pour voter en faveur des candidats HVM », son collègue Mbinintsoa Ranaivoson, en se ralliant à ces propos, se montre complice de ces rumeurs non-vérifiées pouvant semer des troubles. De même concernant les affrontements entre étudiants et forces de l'ordre, FREE FM, par le biais de ses commentaires et chroniques, s'implique dans le conflit en reprochant aux dirigeants de faire preuve de mauvaise foi dans la résolution de cet antagonisme et de ne pas avoir la compétence pour le faire.

Sur le plan de l'alarmisme – L'approche mesurée et prudente prévaut par rapport à l'alarmisme, qui se présente toutefois comme une tendance importante, notamment sur FREE FM. La propension à rassurer le public, par contre, reste faible même à la radio. On en trouve quelques essais sur ANTSIVA et RADIO PLUS.

3) La presse écrite



Sur le plan de l'approfondissement - L'approche la plus courante dans la presse écrite est descriptive. Approfondissement et superficialité présentent le même taux. Midi Madagasikara et L'Express de Madagascar procèdent plus souvent à des approfondissements par rapport aux autres titres tandis que Takoritsika, Tia Tanidrazana et La Vérité se limitent plus fréquemment à des articles expéditifs, omettant parfois les éléments essentiels à la compréhension des faits.

Sur le plan de l'impartialité – Bien que la majorité des articles qui traitent les foyers de tension présentent une approche neutre ou équidistante, l'attitude partielle s'avère très significative et concerne un quart des cas analysés. L'Express de Madagascar et Ma-Laza font preuve d'une plus grande impartialité dans l'approche : un article du premier quotidien, par exemple, a été signalé en tant que bonne pratique à l'occasion des fortes tensions entre les commerçants d'Ambodin'Isotry et la commune d'Antananarivo, car il a donné la parole aux deux parties en conflit, sans prendre aucune position. Au contraire, Madagascar Matin affiche les taux les plus négatifs en ce sens car la plupart de ses articles – traitant des grèves syndicales, des affrontements entre les étudiants et les forces de l'ordre et d'autres sujets – affichent explicitement des partis pris. Quelques exemples : « *La grève des étudiants-manipulés se poursuit* » ; « *Exaspéré sans doute par l'inertie du ministère concerné et du régime en général, et surtout écœuré par la manière dont justement le pouvoir a voulu casser la grève (...) En somme, les solutions adéquates réclament un effort gigantesque de la part des tenants du pouvoir plutôt habitués à des belles promesses* ». Tia Tanindrazana présente également une attitude partielle dans une bonne partie de ses articles (« *Les Chinois font ce qu'ils veulent* », peut-on lire dans le titre d'un article sur les locataires des boutiques du centre commercial Avance Center à Behoririka qui manifestent contre les « abus » du propriétaire chinois). La Gazette de la Grande île, dans la couverture de la grève des enseignants chercheurs, ne rate pas l'occasion d'exprimer ses jugements tranchants : « *Ces grèves révèlent au grand jour l'incompétence du ministère de l'Enseignement supérieur* ».

Sur le plan de l'apaisement – Les données présentent une analogie tout à fait logique avec le plan de l'impartialité. Effectivement, l'approche d'observateur, qui se limite à rapporter les faits, va de pair avec l'attitude impartiale, tandis que l'amplification du conflit peut prendre la forme d'une partialité virulente. Le même constat déjà établi au point précédent peut être repris ici : un quart des cas, présentant une amplification du conflit, ne pourrait pas être négligé. L'approche opposée, apaisante, ne semble pas être une pratique courante dans la presse écrite. Un exemple d'amplification de la tension est fourni par La Vérité qui - à propos des manifestations qui opposent les locataires malgaches des boutiques et les propriétaires chinois du centre commercial de Behoririka - ne rapporte que la version des locataires sous le titre belliqueux et provocateur « *Les chinois refusent de dialoguer* ».

Sur le plan de l'alarmisme – La presse écrite montre son visage alarmiste. Les titres sont parfois déterminants pour semer la panique : « *Troubles : Attaques avant les élections* » et « *Grève sur grève : Les bombes lacrymogènes ont éclaté à Ankatso* » (Ma-Laza) ; « *Elections communales : la tentative de fraude massive se confirme* » (Madagascar Matin) ; « *Fraudes électorales massives : l'étincelle sur la poudrière* » (La Vérité) ; « *Université Ankatso. Attention ! Quelqu'un fomenté des troubles* » (Tia Tanindrazana) ; « *Grève du SECES: une situation explosive* » et « *Ankatso : on allume à nouveau le feu* » (Takoritsika) ; « *Grève des domaines: des militaires partout* » (La Gazette de la Grande île); « *Insécurité urbaine : les meurtres aux bois ronds terrorisent la ville* » (L'Express de Madagascar). Les tons utilisés penchent dans la moitié des cas pour le pessimisme, amplifient les peurs, présentent une réalité aux couleurs sombres, laissent des alarmes se propager. Dans de rares cas, ils font le contraire, c'est-à-dire qu'ils rassurent le public en amplifiant la confiance dans l'issue positive des conflits. L'approche mesurée et prudente, qui ne cède ni à l'alarmisme ni à l'optimisme, est plus courante sur Midi Madagasikara, L'Express de Madagascar, Ma-Laza, tandis que l'alarmisme prévaut sur La Vérité, Madagascar Matin, Takoritsika et La Gazette de la Grande île.



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix
Leadership et Stabilité



UNION EUROPÉENNE

"Ce projet est financé par l'Union européenne"